



HAL
open science

Transition historiographique ?

Charlotte Vorms, Élodie Richard

► **To cite this version:**

Charlotte Vorms, Élodie Richard. Transition historiographique ?. Vingtième siècle. Revue d'histoire, 2015, 127 (3), pp.13-41. hal-01972059

HAL Id: hal-01972059

<https://hal.science/hal-01972059v1>

Submitted on 7 Jan 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

TRANSITION HISTORIOGRAPHIQUE ?

Retour sur quatre-vingts ans d'histoire de l'Espagne, de la Seconde République à la transition

Élodie Richard, Charlotte Vorms

Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.) | « *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* »

2015/3 N° 127 | pages 13 à 41

ISSN 0294-1759

ISBN 9782724634341

Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://www.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2015-3-page-13.htm>

!Pour citer cet article :

Élodie Richard, Charlotte Vorms, « Transition historiographique ? Retour sur quatre-vingts ans d'histoire de l'Espagne, de la Seconde République à la transition », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 2015/3 (N° 127), p. 13-41.

DOI 10.3917/ving.127.0013

Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.).

© Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.). Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Transition historiographique ?

Retour sur quatre-vingts ans d'histoire de l'Espagne, de la Seconde République à la transition

Élodie Richard et Charlotte Vorms

Où en est la recherche historique espagnole sur la Seconde République, la guerre civile et la période franquiste ? Pour répondre à cette question, Élodie Richard et Charlotte Vorms proposent un panorama historiographique allant des années 1940 à nos jours. Celui-ci montre l'ancienneté des questions et leurs incessantes recompositions sous la double impulsion des mutations sociopolitiques et de l'avancée des travaux. Ancrée dans une histoire longue, cette historiographie connaît de profonds renouvellements, en partie liés à son insertion récente dans les débats historiographiques internationaux et aux effets d'une demande sociale nouvelle sur les questions de mémoire. La vigueur et le contenu de ses enjeux (tout autant scientifiques que politiques) dans le débat contemporain apparaissent ainsi avec une clarté particulière.

En mai 2011, les vingt-cinq premiers tomes du *Diccionario biográfico español* (Dictionnaire biographique espagnol), édité par l'Académie royale d'histoire, étaient présentés par le roi et le ministre de la Culture du gouvernement Aznar¹. Certaines notices relatives au 20^e siècle

(1) *Diccionario biográfico español*, Madrid, Real Academia de la historia, 2009-2013.

étaient jugées très problématiques par de nombreux historiens, l'entrée « Francisco Franco » notamment². Cette dernière avait en effet été rédigée par un médiéviste lié à la Fondation nationale Francisco Franco³, institution chargée de la conservation des archives du dictateur et présidée par sa fille. Le journal indépendant de gauche *Público* avait médiatisé l'affaire, lançant une polémique sur le financement public de cette entreprise éditoriale gigantesque sous le gouvernement conservateur⁴. En réponse, l'historien Ángel Viñas coordonnait un « contre-dictionnaire ». Cet ouvrage collectif de près de mille pages, intitulé, en référence à Lucien Febvre, « Dans le combat pour l'histoire », était commercialisé l'année suivante, avec la manchette « contre-dictionnaire »⁵. Parallèlement, une commission chargée de la révision du *Diccionario biográfico español* insérait, dans une nouvelle édition, une seconde entrée biographique, à côté de la première, pour l'ancien dictateur.

Cette affaire rappelle à la fois que les Espagnols ne se sont pas accordés sur un récit

(2) José Luis Ledesma, « El *Diccionario biográfico español*, el pasado y los historiadores », *Ayer*, 88, 2012, p. 247-285.

(3) Luis Suárez Fernández, qui a été directeur général des Universités et de la Recherche entre 1972 et 1973.

(4) Jesús Miguel Marcos, « Autoritario, no totalitario », *Público*, 28 mai 2011.

(5) Ángel Viñas (dir.), *En el combate por la historia*, Barcelone, Pasado y Presente, 2012.

national de leur histoire récente, que ce désaccord passionne l'opinion publique, et que les partis en font un usage politique, largement relayé par les médias. L'exacerbation du débat public autour du passé remonte à une quinzaine d'années. Depuis la seconde moitié des années 1990, en effet, des associations réclament, pour les victimes de la guerre civile et de la dictature franquiste, les réparations politiques, symboliques et matérielles dont elles ont été privées par les circonstances de la transition vers la démocratie. Ce contexte n'est pas sans conséquence sur le travail des historiens. Leurs interprétations de la guerre civile et de la dictature sont en effet au cœur des conflits de mémoire, sur lesquels elles leur donnent une position d'autorité. En l'absence d'une mémoire unifiée, elle les expose aussi à la critique, à une demande sociale et à des injonctions politiques contradictoires, ainsi qu'à la concurrence de récits alternatifs, produits en marge du monde universitaire et de ses mécanismes de validation scientifique. Toutefois, si les controverses historiographiques sur ce passé sont aujourd'hui surdéterminées par les débats politiques contemporains, elles ne sont pas nouvelles. L'histoire de la séquence qui va de la Seconde République à la transition a toujours été politique et (donc) divisée. Les recherches récentes s'inscrivent aussi dans l'histoire des interprétations successives de ce passé, qui remontent à la guerre civile elle-même, et dans celle des générations d'historiens qui les ont construites, dans des circonstances politiques qui leur ont imposé des contraintes et des engagements.

Pour montrer comment se tissent les fils de cette histoire, nous avons pris le parti de l'organiser en trois grands moments, dans lesquels s'imbrique une chronologie plus fine : de la guerre civile à la mort de Franco (1936-1975), l'histoire est divisée en deux récits antagonistes et marquée par le poids des interprétations

proposées par les hispanistes étrangers ; la démocratisation permet ensuite son appropriation par les Espagnols et la construction d'une histoire espagnole du 20^e siècle, qui aborde successivement la Seconde République (années 1970), la guerre civile (années 1980) et le franquisme (années 1990) ; enfin, la période qui commence à la fin des années 1990 se caractérise à la fois par l'ouverture de cette histoire et son intégration à l'histoire internationale ainsi que par l'exacerbation de la charge idéologique de ses débats. Cette périodisation schématise des évolutions aux temporalités évidemment plus souples. Ce faisant, elle en propose une lecture.

Deux histoires antagonistes (années 1940 à 1960)

Les premières interprétations de la guerre civile ont été élaborées pendant le conflit lui-même, par les deux camps en présence, à des fins de mobilisation politique et d'information à l'égard des puissances étrangères. L'Italie fasciste et l'Allemagne nazie apportent très tôt leur appui militaire au camp franquiste, tandis que les démocraties parlementaires européennes (France, Royaume-Uni) choisissent la non-intervention, le camp républicain ne recevant pour l'essentiel que l'aide du Mexique et de l'Union soviétique, notamment à travers les brigades internationales. Cette internationalisation du conflit, décisive sur son issue, explique la dimension internationale de son histoire, qui l'est tant par ses auteurs, que par son interprétation comme un conflit annonciateur de la Seconde Guerre mondiale. Deux histoires antagonistes s'opposent, qui sont écrites l'une en Espagne, l'autre essentiellement à l'étranger.

Les récits des acteurs (années 1940 et 1950)

Les objectifs politiques et partisans donnent aux premières lectures de la guerre civile une

dimension « épique et manichéenne¹ ». Ces interprétations antagoniques perdurent après la défaite républicaine, perpétuant le conflit par le biais de l'histoire.

– L'histoire républicaine en exil

La version républicaine, celle des vaincus, se réduit alors aux milieux de l'exil. Elle décrit la guerre comme un combat antifasciste et classiste, la conséquence d'un soulèvement de généraux conspirateurs soutenus par des « castes réactionnaires » contre la République et contre le peuple. La question des causes de la guerre est moins centrale ici que la nécessité d'expliquer la défaite et de justifier les choix politiques et stratégiques de la République en guerre. Sur ce point, le récit des vaincus n'est pas monolithique, puisqu'il se décline selon les divisions du camp républicain (républicains de gauche, socialistes, communistes, anarchistes), comme en témoignent les divergences entre les analyses de l'ancien ministre socialiste Julián Zugazagoita Mendieta, celle du leader anarchiste Abad de Santillán ou de l'histoire officielle du Parti communiste espagnol (Partido comunista de España, PCE), dirigée par Dolores Ibárruri, « la Pasionaria² ». Ces désaccords (et le ton accusatoire de ces récits) reflètent les conflits internes du camp républicain, exacerbés au printemps 1937, avec la répression et la marginalisation politique de ses courants les plus révolutionnaires (anarchistes de la Confédération nationale du travail, Confederación nacional del trabajo, CNT, marxistes du Parti ouvrier d'unification

marxiste, Partido obrero de unificación marxista, POUM) par le gouvernement du socialiste modéré Juan Negrín, avec le soutien du Parti communiste.

– L'histoire officielle de la dictature

Du côté de l'Espagne franquiste, les récits livrent le point de vue des vainqueurs, à l'exclusion de tout autre ; ils constituent l'histoire officielle d'une dictature. Soumise depuis 1941 à la censure militaire³, l'histoire de la guerre devient un élément central de la propagande du régime. La guerre a été déclenchée par le coup d'État militaire des 17-18 juillet 1936, dont l'échec relatif scinde en deux le pays. Les théoriciens du franquisme sont donc dans la nécessité de faire oublier l'illégalité des origines du régime, ainsi que la responsabilité des insurgés dans le déclenchement de la guerre. Par ailleurs, la coalition des insurgés, autoproclamés les « nationaux », comprend des catholiques, des monarchistes, des carlistes, des phalangistes et des militaires. Le général Franco, qui en prend la tête, doit l'unifier. Le mythe fondateur de la guerre, manifeste dans les cérémonies officielles, les monuments et l'enseignement de l'histoire, a cette double fonction de consolidation du régime et du pouvoir personnel du général Franco comme chef militaire (« Caudillo »).

L'historiographie franquiste reproduit ainsi le discours de légitimation du soulèvement de juillet 1936, élaboré pendant la guerre, avec l'appui de la hiérarchie ecclésiastique (le cardinal Goma, primat d'Espagne) et des théoriciens phalangistes, comme José María Pemán⁴, qui exaltent les vertus expiatoires de la guerre. Dans les ouvrages de référence, publiés par

(1) Enrique Moradiellos, « Ni gesta heroica, ni locura trágica : nuevas perspectivas sobre la guerra civil », *Ayer*, 50, 2003, p. 11-39, p. 16.

(2) Julián Zugazagoita Mendieta, *Historia de la guerra en España*, Buenos Aires, Talleres Gráficos de La Vanguardia, 1940 ; Abad de Santillán, *Por qué perdimos la guerra : una contribución a la historia de la tragedia española*, Buenos Aires, Imán, 1940 ; Dolores Ibárruri, *Guerra y revolución en España, 1936-39*, Moscou, Progreso, 1966-1977, 4 vol.

(3) Le décret du 23 septembre 1941 soumet toutes les œuvres « relatives à la guerre de libération et à sa préparation » à l'autorisation préalable du ministère de l'Armée.

(4) José María Pemán, « Poema de la Bestia y del Ángel », *Jerarquía*, 1938.

le journaliste Joaquín de Arrarás Iribarren au début des années 1940¹, la guerre est présentée comme l'affrontement inévitable des « deux Espagne », l'Espagne éternelle contre « l'anti-Espagne ». Celle-ci est identifiée au marxisme « apatride » ou au séparatisme régional et désignée par le qualificatif générique de « rouge ». La guerre est ainsi pensée comme une « croisade » contre les ennemis de l'Espagne et (donc) de la foi catholique. Cette sacralisation du conflit conduit à mettre l'accent sur ses martyrs : les religieux persécutés dans la zone républicaine, victimes de « la terreur rouge » et les « *caídos* », combattants du camp national morts au combat, dont les noms sont inscrits sur les murs de toutes les églises et dont les dépouilles mortelles sont déposées, à partir de 1959, dans le gigantesque mausolée de la vallée des *Caídos*. Ce culte contraste avec la stigmatisation des victimes républicaines et l'effacement des épisodes de leur résistance ou des massacres qu'ils ont subi. Le déni de la responsabilité du camp national dans le bombardement de la ville basque de Guernica en est un cas paradigmatique. L'opposition entre vainqueurs et vaincus structure donc à la fois la réorganisation du pays et le récit historique.

Pour défendre le régime de l'accusation d'être à l'origine du conflit, l'historiographie franquiste élabore la fiction d'une guerre préventive déclenchée pour conjurer la menace d'une révolution communiste en préparation². La légitimation du soulèvement (appelé « *alzamiento* » et non « *pronunciamiento* » qui qualifie habituellement en Espagne les coups d'État militaires) repose sur une histoire de la

Seconde République qui s'attache à en démontrer, *a contrario*, le caractère illégitime. Celle-ci fut instaurée à la suite d'une victoire écrasante des républicains dans les grandes villes aux élections municipales d'avril 1931, interprétée comme un plébiscite en faveur du changement de régime, et conduisant le roi à abandonner le pouvoir. Joaquín de Arrarás Iribarren présente cet événement comme le détournement politique d'un résultat électoral³. Il dénonce aussi les réformes selon lui délétères du gouvernement Azaña (1931-1933), comme la séparation de l'Église et de l'État ou la reconnaissance d'un statut d'autonomie pour la Catalogne, ainsi que l'incapacité du gouvernement à faire régner l'ordre public. Ce tableau s'accompagne d'une critique de la République en guerre, accusée d'être soumise aux directives de l'Union soviétique et responsable de multiples violences à l'encontre du clergé ou des sympathisants de la cause nationale.

Les premiers récits historiques (années 1960)

Dans les années d'après-guerre, l'épuration et l'exil d'une grande partie du professorat, le contrôle de l'Université, et l'usage de l'histoire à des fins de propagande paralysent le développement de l'histoire comme discipline scientifique. Il faut attendre les années 1950, et les premières initiatives d'ouverture culturelle, pour qu'apparaissent des « écoles historiques » connectées à la communauté historique européenne : histoire économique et sociale autour de Jaime Vicens Vives, histoire politique avec Miguel Artola et des idées politiques autour de José Antonio Maravall. À partir des années 1960, leurs disciples s'intéressent, dans une perspective militante, à l'histoire du mouvement ouvrier et à l'idéologie socialiste et anarchiste. Cependant, hormis le cas de l'histoire

(1) Joaquín de Arrarás Iribarren, *Historia de la Cruzada española*, Madrid, Ediciones españolas, 1939-1943, 8 vol. ; *id.*, *Historia de la Segunda República Española*, Madrid, Editora nacional, 1956-1968, 4 vol.

(2) Manuel Pérez Ledesma, « La guerra civil y la historiografía : no fue posible el acuerdo », in Santos Juliá (dir.), *Memoria de la guerra y del franquismo*, Madrid, Fundación Pablo Iglesias, Taurus, 2006, p. 101-133.

(3) J. de Arrarás Iribarren, *Historia de la Segunda República...*, *op. cit.*, p. 10.

économique, ces historiens travaillent en général sur la période antérieure à 1936¹. Ce sont donc des étrangers qui proposent les premières études documentées de la guerre civile.

– L'histoire de la guerre civile écrite hors d'Espagne

Dans les années 1960, des hispanistes anglais, américains et français notamment remettent en cause l'histoire officielle franquiste en proposant de nouvelles interprétations de la guerre. *The Spanish Civil War*, publié en 1961 par l'historien anglais Hugh Thomas, est sans doute le plus célèbre de leurs livres. Il paraît aussi en espagnol aux éditions Ruedo Ibérico². Fondées la même année à Paris par des républicains en exil (en particulier José Martínez et Jorge Semprún), afin de mener le combat anti-franquiste sur le terrain historique, celles-ci publient dans la décennie les traductions de la plupart de ces ouvrages.

Ces historiens bénéficient, à la différence de leurs homologues espagnols, de la liberté d'expression, mais ils n'ont pas accès aux archives espagnoles³. Ils fondent leurs travaux sur la presse, les débats parlementaires de la République, les archives diplomatiques, les congrès de l'Internationale communiste, les mémoires ou les témoignages oraux des leaders républicains en exil, des figures du camp national et des témoins de la guerre. Ces publications répondent à la demande d'une histoire non partisane de la guerre civile. Pour autant, elles ne sont pas neutres. Généralement

prorépublicaines, elles laissent transparaître les sympathies et antipathies pour tel ou tel acteur de la guerre de la part d'auteurs qui ont souvent un lien biographique avec celle-ci. Le journaliste Gerald Brenan, auteur du premier récit de la guerre civile, publié en 1943, a été témoin des événements comme correspondant de guerre⁴. C'est aussi le cas de Burnett Bolloten⁵. Les Français Pierre Broué et Émile Témime ont assisté, étant enfants, à l'arrivée des réfugiés républicains dans le Sud de la France, épisode qui les a durablement marqués⁶. Gabriel Jackson, dans ses mémoires, évoque sa rencontre avec des exilés républicains à Mexico, déterminante dans l'orientation de ses recherches⁷. Tout cela explique l'importance de l'histoire de l'exil républicain, chez les hispanistes français notamment.

Leurs différences ne sont pas que politiques. Elles se reflètent dans leur méthode et leurs interprétations, souvent plus variées que ne l'affirment les historiographes espagnols contemporains, qui ont tendance à envisager en bloc cette production. Si Hugh Thomas a proposé une histoire politique et militaire classique de la guerre, Émile Témime et Pierre Broué l'ont, dans une optique marxiste, davantage analysée comme un conflit social. Ces derniers représentent le point de vue de l'extrême gauche, critique à l'égard du Parti communiste.

(4) Gerald Brenan, *The Spanish Labyrinth : An Account of the Social and Political Background of the Civil War*, Cambridge, Cambridge University Press, 1943 ; trad. esp., *id.*, *El laberinto español : antecedentes sociales y políticos de la guerra*, Paris, Ruedo ibérico, 1962 ; Herbert R. Southworth, *El mito de la cruzada de Franco : crítica bibliográfica*, Paris, Ruedo ibérico, 1963.

(5) Burnett Bolloten, *The Grand Camouflage : The Communist Conspiracy in the Spanish Civil War*, Londres, Hollis & Carter, 1961. Le caractère extrêmement critique de ce livre à l'égard du Parti communiste espagnol en fait toutefois un cas singulier. Voir Julio Aróstegui Sánchez, « Burnett Bolloten y la guerra civil española : la persistencia del "Gran Engaño" », *Historia contemporánea*, 3, 1990, p. 151-180.

(6) Pierre Broué et Émile Témime, *La Révolution et la guerre d'Espagne*, Paris, Éd. de Minuit, 1961, p. 7.

(7) Gabriel Jackson, *Memoria de un historiador*, Barcelone, Crítica, 2009, p. 19-23.

(1) Miquel Marín Gelabert, *Los historiadores españoles en el franquismo, 1948-1975 : la historia local al servicio de la patria*, Saragosse, Institución Fernando el Católico, 2005 ; Roberto Ceamanos Lloréns, « De la ruptura a la convergencia : la historiografía social obrera española y francesa (1939-1982) », *Historia social*, 61, 2008, p. 147-168.

(2) Hugh Thomas, *The Spanish Civil War*, Londres, Eyre & Spottiswoode, 1961 ; trad. esp., *id.*, *La guerra civil española*, Paris, Ruedo ibérico, 1961.

(3) À l'exception des archives carlistes, au moins pour Hugh Thomas.

Gabriel Jackson est le premier d'entre eux à proposer une synthèse englobant la République et la guerre, périodisation qui s'impose jusqu'aux années 1990¹. Son ouvrage donne une image positive de la République et de ses projets de réformes (sécularisation, réforme agraire et éducative, modernisation de l'armée, autonomie régionale) qui ont soulevé l'opposition des « forces conservatrices » (Église, Armée, propriétaires terriens). Pour autant, Jackson estime que la guerre n'était pas inéluctable. Selon lui, la République n'entre en crise qu'avec la répression du mouvement révolutionnaire des mineurs des Asturies en octobre 1934, qui durcit les antagonismes politiques en provoquant la radicalisation de la gauche, autour du courant révolutionnaire du socialiste Francisco Largo Caballero, et celle de la droite, au profit de l'extrême droite fascisante (la Phalange²). Les interprétations des causes de la guerre et de la défaite républicaine proposées par ces historiens ont défini pour de longues années le cadre des analyses sur le conflit. Outre ces essais d'interprétation, un livre s'attaque explicitement aux mythes franquistes. *El mito de la cruzada de Franco* de Herbert R. Southworth joue un rôle très important, en rappelant le soutien de l'Église au camp national, les massacres perpétrés par ce camp (Guernica, Badajoz) et la fabrication par la propagande franquiste du mythe de la défense héroïque de l'Alcazar de Tolède³.

– Une histoire franquiste scientifique
L'impact de cette historiographie en Espagne est immense. Ces ouvrages distribués clandestinement dans l'arrière-boutique des librairies

connaissent une grande popularité dans les milieux intellectuels de gauche. Le récit officiel franquiste est en effet de plus en plus en décalage avec une société espagnole qui connaît d'importantes transformations dans les années 1960.

Confronté, à partir du milieu des années 1950, à l'émergence d'une opposition politique, dont témoigne le conflit universitaire de 1956, cependant que l'État est au bord de la banqueroute, le régime traverse alors une première période de crise. Dans ce contexte, la question de son institutionnalisation, restée en suspens⁴, prend de l'importance. Aux projets concurrents de la Phalange d'un régime gouverné par un parti unique et des monarchistes d'une restauration de Juan de Bourbon, Franco préfère une troisième voie, plus à même d'intégrer le pays au système occidental d'alliances. La guerre froide a en effet sorti l'Espagne de son isolement diplomatique. En 1957, un remaniement du gouvernement écarte ainsi définitivement l'option phalangiste et promeut une nouvelle génération de ministres proches de l'Opus Dei (les « technocrates »). En 1969, Franco désigne Juan Carlos de Bourbon, fils de l'héritier du trône, comme son successeur à la tête de l'État. Tout en maintenant une politique répressive brutale, le régime réoriente sa politique économique, dans le sens d'une libéralisation et d'une ouverture internationale. Le Plan de stabilisation adopté en 1959 ouvre une décennie dite « développementiste » (« *desarrollista* »), qui amorce une transformation en profondeur de la structure sociale du pays et l'entrée des Espagnols dans la société de consommation.

Ce changement d'orientation s'accompagne d'une évolution du discours du régime sur lui-même, qui insiste désormais davantage sur ses

(1) Gabriel Jackson, *The Spanish Republic and the Civil War*, Paris, Ruedo ibérico, 1965 ; Stanley Payne, *Falange : historia del fascismo español*, Paris, Ruedo ibérico, 1965.

(2) Une note sur la Phalange figure en page 10 de ce numéro.

(3) H. R. Southworth, *El mito de la cruzada...*, *op. cit.*

(4) La loi de succession de 1947 se contentait de constituer l'Espagne en royaume, de faire de Franco le chef d'État à vie, et d'établir qu'à tout moment le chef de l'État pouvait désigner son successeur, à titre de roi ou de régent.

réalisations (la prospérité et la paix) que sur ses origines (la victoire militaire). Au discours moralisateur et belliciste sur la nécessité d'expié les péchés des « rouges », qui exacerbait la division entre vainqueurs et vaincus, succède un discours visant à la réconciliation, consensuel et intégrateur. L'invocation de la paix se substitue ainsi à celle de la victoire dans la propagande du régime qui célèbre, en 1964, les « vingt-cinq ans de paix ». La guerre civile est désormais décrite comme une « guerre fratricide », dont la responsabilité est partagée, inscrite dans une tradition autochtone de règlement violent des conflits. Ce changement, perceptible dans la production littéraire et cinématographique, moins manichéenne, conduit d'ailleurs au réajustement des stratégies de l'opposition politique et notamment du Parti communiste qui, pour élargir ses alliances, adopte ce discours de réconciliation¹.

Si l'on en croit le récit de l'historien franquiste Ricardo de la Cierva, c'est la circulation des ouvrages des hispanistes qui conduit le régime, dans ce contexte, à prendre acte de la nécessité de faire évoluer l'histoire officielle de la guerre civile. Véritables ouvrages d'histoire, ceux-ci concurrencent un récit officiel, qui n'en a pas le sérieux documentaire et ne peut pas simplement les faire passer pour de la propagande républicaine. Les autorités espagnoles mettent donc en place, en 1965, au sein du ministère de l'Information et du Tourisme dirigé par Manuel Fraga, un Centre d'étude de la guerre civile (Centro de estudios de la guerra civil), dont la direction est confiée à de la Cierva². Sa mission est de répondre à l'historiographie étrangère par une histoire

plus documentée, moins explicitement propagandiste. La même année, la censure militaire sur les publications concernant la guerre est levée. Ricardo de la Cierva se charge alors avec son équipe d'analyser la production des étrangers et des exilés sur la guerre civile et de prendre contact avec des hispanistes étrangers, dont certains avaient bénéficié ainsi d'un accès partiel aux archives³. La volonté affichée de produire une histoire objective de la guerre s'inscrit dans l'évolution du régime et de son discours de légitimation, qui accompagnent les mutations de la société espagnole.

Dans l'ouvrage qu'il publie en 1969 sur la guerre civile, Ricardo de la Cierva utilise des sources républicaines, admet l'existence de crimes dans les deux camps (quoique toujours considérés sans commune mesure) et adopte à l'égard des vaincus un ton moins vindicatif⁴. Symptôme significatif, le terme de « croisade » est abandonné, au profit de l'expression « guerre civile »⁵. D'abord jugée problématique, car elle signifiait l'opposition de deux camps nationaux, alors que la guerre était pensée comme la lutte contre un ennemi à la solde de l'étranger, Ricardo de la Cierva l'adopte en 1969 pour ne pas en laisser le monopole à l'historiographie adverse. Pour le reste, il s'agit encore d'une histoire officielle, qui conserve ses critiques à l'égard de la République et maintient la fiction d'un complot communiste justifiant le soulèvement en 1936.

(1) Santos Juliá, *Historia de las dos Españas*, Madrid, Santillana Ediciones generales, 2004, p. 437-462.

(2) Ricardo de la Cierva y de Hocés, « La bibliografía de la guerra civil según el color que se mire », in Alfonso Bullón de Mendoza et Luis Eugenio Togores Sánchez (dir.), *La República y la guerra civil: setenta años después*, Madrid, Actas, 2008, p. 47-50, p. 47.

(3) Ricardo de la Cierva y de Hocés, *Historia de la guerra civil española*, t. I: *Perspectivas y antecedentes, 1898-1936*, Madrid, San Martín, 1969.

(4) *Ibid.*

(5) Sur l'histoire des expressions utilisées pour désigner cette guerre, voir François Godicheau, « Guerra civil, guerra incivil : la pacificación por el nombre », in Julio Aróstegui Sánchez et François Godicheau (dir.), *Guerra civil: mito y memoria*, Madrid, Marcial Pons/ Casa de Velázquez, p. 137-166.

L'émergence d'une histoire espagnole du 20^e siècle (années 1970 à 1990)

La mort de Franco, le 20 novembre 1975, ouvre une période de transition politique. La libéralisation et la démocratisation permettent la renaissance de l'histoire contemporaine, qui connaît un véritable essor pendant les années 1980, manifeste dans la floraison de revues d'histoire faisant la part belle aux 19^e et 20^e siècles¹. Cette renaissance commence au cours des dernières années du franquisme et passe notamment par des liens avec les universités extérieures. Manuel Tuñón de Lara joue ainsi un rôle important depuis l'Université de Pau, où il est professeur d'histoire et de littérature espagnoles. Militant communiste pendant la guerre civile, emprisonné à la fin du conflit puis exilé à Paris, il avait rédigé une thèse de doctorat sous la direction de Pierre Vilar². En 1970, il initie un cycle de colloques annuels d'histoire contemporaine de l'Espagne, les colloques de Pau, lieu de rencontre entre historiens français et espagnols et d'élaboration d'une histoire très marquée par l'histoire sociale marxiste à la française.

Les historiens espagnols se réapproprient ainsi une histoire nationale récente jusque-là dominée par les hispanistes étrangers. L'avènement de la démocratie fournit les conditions de ce renouveau par l'ouverture partielle des archives de la guerre civile et de la République³. En 1979, la documentation émanant des organisations politiques républicaines, conservée à des fins politiques dans les services administratifs de la présidence

du gouvernement, est incorporée aux archives nationales et ouverte au public⁴. Le système des autonomies régionales multiplie par ailleurs les acteurs publics qui encouragent et soutiennent matériellement les recherches en histoire. Il aboutit aussi à une régionalisation des politiques de recherche et des maisons d'édition, conduisant les travaux historiques à privilégier un cadre et des archives régionales, tendance qui n'a pas cessé de s'amplifier depuis lors. L'Université espagnole est le lieu de cette renaissance avec l'arrivée d'une nouvelle génération de professeurs, nés dans les années 1940, formés à la fin du franquisme, et engagés dans la construction de la démocratie. Au cours des années 1970, dans le contexte de la crise de la dictature et de la transition vers la démocratie, ceux-ci s'intéressent en premier lieu à la République ; puis, pendant la première décennie démocratique, les années 1980, ils rouvrent le dossier de la guerre civile ; enfin, les années 1990 sont celles de l'essor de l'histoire du franquisme. Ainsi les historiens espagnols abordent-ils successivement, dans l'ordre chronologique en somme, ces étapes de leur histoire.

La transition vers la démocratie et le souvenir de la guerre civile

À la mort du dictateur, la transition vers la démocratie (1975-1982) est négociée entre un gouvernement issu du franquisme et les partis de l'opposition antifranquiste, dans un contexte de crise économique et de forte mobilisation populaire en faveur des réformes. Progressivement, les institutions de la dictature sont démantelées, les partis légalisés, et en 1977, sont organisées les premières élections démocratiques depuis 1936, qui conduisent à l'adoption d'une Constitution en 1978. Cette

(1) Enrique Moradiellos, « Spanish History Journals : An Overview », *Contemporary European History*, 5 (2), juillet 1996, p. 267-271.

(2) Julio Aróstegui Sánchez, José Sánchez Jiménez et Sergio Gálvez Biescas, « Manuel Tuñón de Lara, diez años después : la huella de un legado », *Cuadernos de historia contemporánea*, 30, 2008, p. 15-21.

(3) Il reste d'importantes exceptions à cette ouverture, notamment dans les archives policières et militaires.

(4) Il s'agit de la section « Guerra civil » des archives nationales, conservées à Salamanque. Voir, dans ce numéro, sa présentation par María José Turió García, qui l'a longtemps dirigée.

transition vers la démocratie a été profondément marquée par la hantise de la répétition de la guerre civile. L'entrée des ennemis du régime dans le jeu politique faisait craindre qu'ils exigent des poursuites contre les responsables de la répression. En outre, on établissait le parallélisme entre la Seconde République et la jeune démocratie espagnole, fondant toutes deux une démocratie après une dictature, dans un contexte de crise économique et de violence politique (attentats terroristes de l'ETA notamment). Les travaux parlementaires révèlent ainsi l'omniprésence du souvenir de la guerre civile dans les débats politiques, la Seconde République étant prise, sur de nombreux points, comme contre-modèle¹.

Ces craintes ont conduit les acteurs de la transition à convenir de ne pas revenir sur le passé, accord qualifié par la suite de « pacte d'oubli », prolongeant le discours sur la réconciliation des dernières années du franquisme. La loi d'amnistie des délits politiques adoptée en 1977 écartait la possibilité de poursuites judiciaires des crimes franquistes. Toutefois, le « consensus transitionnel » voulu par les concepteurs de la démocratie n'a pas empêché les recherches des historiens. En effet, dès les années 1970, avant même la mort du dictateur, des brèches sont ouvertes dans les grandes lignes du récit franquiste.

La Seconde République au cœur des recherches (années 1970)

Pendant les années de crise de la dictature, puis de transition, c'est avant tout à la Seconde République que les historiens espagnols s'intéressent². Leur fascination pour cette période

tient à ce qu'elle représente la dernière expérience politique libérale, l'opportunité manquée, pour l'Espagne, de devenir une démocratie moderne. C'est aussi une manière de prendre parti contre la dictature franquiste. Enfin, il s'agit de chercher des référents historiques afin de construire un nouveau régime politique³. Avant 1977, la Seconde République est le seul terrain historique possible pour l'étude des partis modernes et des élections démocratiques en Espagne. Ainsi les historiens étudient-ils la Constitution de 1931, les réformes républicaines qui trouvent un écho dans le présent (le statut d'autonomie pour la Catalogne), les partis et, en général, le fonctionnement de la vie politique⁴. Javier Tusell Gómez, notamment, qui participe dans les rangs de l'opposition chrétienne au mouvement étudiant de 1965, mène des recherches sur les élections de la Seconde République plusieurs années avant la mort du dictateur⁵. Engagé au sein d'un courant centriste démocrate-chrétien dans les premières années de la démocratie, il qualifie symptomatiquement les constituantes de 1931 d'élections de « transition⁶ ».

Ces études, conduites en association avec des politistes et des sociologues, donnent lieu à des comparaisons de la géographie électorale

de Franco, Madrid, Alianza, 1973 ; Santos Juliá Díaz, *Orígenes del Frente popular en España (1934-1936)*, Madrid, Siglo XXI, 1979 ; Manuel Tuñón de Lara, *La II República*, Madrid, Siglo XXI, 1976.

(3) Javier Tusell Gómez, « La experiencia democrática republicana (1931-1939) », *Cuenta y Razón*, 5, 1982, p. 47-62.

(4) Santos Juliá, *La izquierda del PSOE (1935-1936)*, Madrid, Siglo XXI, 1977 ; José Ramón Montero, *La CEDA : el catolicismo social y político en la II República*, Madrid, Ediciones de la Revista de trabajo, 1977 ; Santiago Varela, *Partidos y parlamento en la II República española*, Madrid, Fundación Juan-March, 1978.

(5) Javier Tusell Gómez, *Sociología electoral de Madrid*, Madrid, Cuadernos para el diálogo, 1969 ; *id.*, *Las elecciones del Frente popular en España*, Madrid, Cuadernos para el diálogo, 1971.

(6) Octavio Ruiz Manjón Cabeza, Javier Tusell Gómez et Genoveva García Queipo de Llano, « Las constituyentes de 1931 : unas elecciones de transición », *Revista de derecho político*, 12, hiver 1981-1982, p. 189-236.

(1) Paloma Aguilar Fernández, *Políticas de la memoria, memoria de la política*, Madrid, Alianza, 2008 ; Sophie Baby, *Le Mythe de la transition pacifique : violence et politique en Espagne, 1975-1982*, Madrid, Casa de Velázquez, 2012.

(2) Javier Tusell Gómez, *La Segunda República en Madrid*, Madrid, Tecnos, 1970 ; Ramón Tamames, *La República : la era*

contemporaine avec celle des années 1930. Le politiste Juan José Linz, selon une démarche typologique et un souci de généralisation propres à sa discipline, est le premier à comparer la Seconde République avec d'autres expériences démocratiques dans l'entre-deux-guerres, comme la république de Weimar¹. Il interprète son échec dans le cadre d'une réflexion générale sur l'« effondrement » des démocraties et la montée du fascisme pendant cette période. Les historiens espagnols, quant à eux, soulignent la dimension régionale de la crise des années 1930, négligée par les premiers hispanistes : le poids des nationalismes dans les conflits, dans le programme de réforme républicain et dans la géopolitique de la guerre².

Les historiens espagnols ont proposé une histoire relativement a-critique de la République, sans doute en raison de leur attachement militant à ce régime au moment du passage à la démocratie. Ils se sont focalisés sur l'action des gouvernements de gauche, notamment ceux de 1931-1933 (« *bienio reformista* »), qu'ils étudient à partir du témoignage de ses acteurs. La publication en 1966 des mémoires³ de Manuel Azaña (Premier ministre de 1931 à 1933 et président de la République à partir de 1936) a ainsi donné à cette première historiographie de la République une tonalité « *azañista*⁴ ». Ces chercheurs se sont beaucoup moins intéressés au gouvernement conservateur de la période

1933-1936, qualifiée d'« années noires » (« *bienio negro* »).

Inversement, les hispanistes anglo-américains proposent une lecture sombre de la Seconde République, surdéterminée par la recherche des causes de la guerre civile. Leur histoire de la République est celle d'un échec, objet de deux types d'explication. Le premier met l'accent sur les erreurs politiques des leaders républicains, sur l'ambition excessive de leur programme de réforme, qui sous-estimait l'opposition sociale qu'elles pouvaient susciter, comme par exemple la politique de laïcisation ou la réforme agraire, considérée, depuis les travaux d'Edward E. Malefakis, comme une réforme impossible dans le contexte où elle est adoptée⁵. L'autre type d'explication mobilise le concept de « polarisation politique », tiré des travaux de Juan José Linz, pour expliquer l'effondrement des partis et du programme du centre, sous l'effet de la radicalisation politique, dont la responsabilité est imputée à la gauche ou la droite, selon la sensibilité de l'auteur. C'est dans ce débat que s'inscrit la thèse de l'historien anglais Paul Preston, en réponse à ce qu'il appelle « l'orthodoxie conservatrice »⁶. Sous l'influence, selon lui, de l'historiographie franquiste, les historiens anglo-américains des droites républicaines, comme Stanley Payne ou Richard Robinson, auraient tendance à voir dans la radicalisation des gauches la principale cause de la guerre⁷. Le travail de Preston

(1) Juan José Linz, « From Great Hopes to Civil War : The Breakdown of Democracy in Spain », in Juan José Linz et Alfred Stepan (dir.), *The Breakdown of Democratic Regimes*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1978, vol. 2, p. 142-215 ; trad. esp., *id.*, *La quiebra de las democracias*, trad. de l'angl. par Roció Terán, Madrid, Alianza, 1987.

(2) Enric Ucelay Da Cal, *La Catalunya populista : imatge, cultura i política en l'etapa republicana (1931-1939)*, Barcelone, Ediciones de la Malgrana, 1982.

(3) Manuel Azaña Díaz, *Obras completas*, Barcelone, Ariel, 1966.

(4) Octavio Ruiz-Manjón, « La Segunda República española : balance historiográfico de una experiencia democratizadora », *Ayer*, 63, 2006, p. 279-297.

(5) Edward E. Malefakis, *Agrarian Reform and Peasant Revolution in Spain : Origins of the Civil War*, New Haven, Yale University Press, 1970 ; trad. esp., *id.*, *Reforma agraria y revolución campesina*, trad. de l'angl. par Antonio Bosch, Alfredo Pastor et Juan Ramón Capella, Barcelone, Ariel, 1971.

(6) Paul Preston, *The Coming of the Spanish Civil War : Reform, Reaction and Revolution in the Second Republic, 1931-1936*, Londres, MacMillan, 1978 ; trad. esp., *id.*, *La destrucción de la democracia en España : reacción, reforma y revolución en la Segunda República*, trad. de l'angl. par Jerónimo Gonzalo, Madrid, Turner, 1974.

(7) Richard A. H. Robinson, *The Origins of Franco's Spain : The Right, the Republic and Revolution, 1931-1936*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1970 ; Stanley Payne, *The*

souligne *a contrario* le faible attachement de la Confédération espagnole des droites autonomes (Confederación española de derechas autónomas, CEDA, droite catholique) aux institutions d'un régime républicain qu'elle considère comme « accidentel ».

La réappropriation de l'histoire de la guerre civile par les Espagnols (années 1980)

Écartée la tentative de coup d'État du 23 février 1981, passée la première alternance politique et la formation d'un gouvernement socialiste en 1982, le régime démocratique s'est stabilisé. La réflexion se déplace alors de la République vers la guerre civile. Les premiers ouvrages sur la guerre civile, fondés sur les archives espagnoles et écrits par des historiens travaillant en Espagne sont publiés au début de la décennie. En 1981, paraît ainsi la première synthèse écrite par un Espagnol¹ ; en 1985, un grand colloque dresse un premier bilan².

Dans ces travaux, la recherche des causes du conflit se détache de la question des responsabilités, en partie sous l'effet de l'interprétation marxiste proposée par Manuel Tuñón de Lara et par celle de la seconde génération d'hispanistes anglo-saxons (Paul Preston, Edward E. Malefakis, Ronald Fraser). La guerre civile est pensée comme une guerre sociale, la cristallisation, sous la Seconde République, d'une lutte des classes séculaire³. Dans une interprétation marquée par l'histoire labrousienne et la conception braudélienne de l'agence-ment des temporalités, Manuel Tuñón de Lara

s'intéresse aux origines lointaines et structurales du conflit : la « contradiction » entre un développement économique moderne et des structures politiques et sociales archaïques (système latifundiaire, poids du pouvoir militaire), qui éclate dans la « conjoncture » des années 1930⁴.

Ces historiens s'emparent aussi de la question des causes de la défaite des républicains, en ouvrant notamment une enquête sur l'aide extérieure. En étudiant au début des années 1970, depuis l'étranger, le financement de la guerre, Ángel Viñas est le premier à démonter le grand mythe franquiste d'un gouvernement républicain à la solde de Moscou et, partant, d'une guerre nationale contre l'envahisseur bolchevique. Son livre, qui démontre que le Premier ministre Negrín ne laissa pas l'Union soviétique faire main basse sur les réserves d'or de la banque d'Espagne, mais utilisa ces seules ressources disponibles pour acquérir du matériel militaire, fut saisi par la censure sous Franco et finalement publié en 1979⁵. Par la suite, la dimension internationale de la guerre civile reste durablement un domaine de recherche important.

La question des causes de la défaite républicaine amène aussi les historiens à s'intéresser à la conduite de la guerre. Julio Aróstegui Sánchez examine les choix stratégiques de la République en guerre, à travers l'étude de la *junta de defensa* de Madrid, junte militaire qui se voit confier, en novembre 1936, la défense de la capitale menacée par les troupes nationales, tandis que le gouvernement de la République se replie vers Valence⁶. Cet ouvrage marque le début de l'enquête d'Aróstegui sur la figure de

Spanish Revolution, New York, W. W. Norton, 1969 ; trad. esp., *id.*, *La revolución española*, trad. de l'angl. par Ana Ramón, Barcelone, Ariel, 1972.

(1) Manuel Tuñón de Lara, *La crisis del Estado : dictadura, República, guerra (1923-1939)*, Barcelone, Labor, 1981.

(2) Manuel Tuñón de Lara (dir.), *La guerra civil española, 50 años después*, Barcelone, Labor, 1985.

(3) Julián Casanova Ruiz, « Guerra civil, ¿lucha de clases? : el difícil ejercicio de reconstruir el pasado », *Historia social*, 20, 1994, p. 135-150, p. 137.

(4) M. Tuñón de Lara, *La guerra civil española...*, *op. cit.*, p. 7-44.

(5) Ángel Viñas, *El oro de Moscú : alfa y omega de un mito franquista*, Barcelone, Grijalbo, 1979.

(6) Julio Aróstegui Sánchez, *La junta de defensa de Madrid : noviembre 1936-abril 1937*, Madrid, Comunidad de Madrid, 1984.

Francisco Largo Caballero, leader syndicaliste incarnant le courant insurrectionnel du Parti socialiste, chef du gouvernement jusqu'à mai 1937, enquête qui l'occupe toute sa vie de chercheur¹. L'arbitrage entre guerre et révolution est une autre question importante, étudiée par Julián Casanova Ruiz à travers les collectivisations dans les campagnes aragonaises². La question des violences républicaines, fondamentale dans la propagande franquiste, est aussi abordée par cette génération de chercheurs³.

Ces deux décennies de travaux sur l'histoire de la Seconde République et de la guerre civile permettent l'élaboration d'un récit national stable, relativement consensuel, sur le passé récent, rompant à la fois avec les historiographies franquiste et hispaniste, mais aussi avec certaines tendances de l'histoire espagnole. La première de ces ruptures concerne le finalisme qui dominait l'histoire de la Seconde République. L'historiographie marxiste et l'histoire politique anglo-américaine partageaient en effet l'idée de l'échec annoncé d'une République impossible et de l'inévitabilité du conflit. Cette projection de l'issue de la guerre sur la perception de la République a fait l'objet de critiques précoces, prioritairement adressées à l'hispanisme anglo-américain, manifestations de la réappropriation de l'histoire nationale par les historiens espagnols. Dans un article de 1981, l'historien Santos Juliá Díaz appelle à s'en libérer et impose une approche contingentiste du déclenchement de la guerre⁴. Après des années de falsification des causes de la guerre par l'histoire franquiste, la

réaffirmation que l'origine première de celle-ci est le coup d'État militaire de juillet 1936 est en ce sens très importante. Il s'agit d'une position politique : le choix de ne pas exonérer les généraux conjurés de leur responsabilité, et une façon de défendre la République comme expérience politique potentiellement viable et comme objet historique à part entière. Elle a des implications sur la narration de la guerre : dans un ouvrage bilan, publié en 1985, Julio Aróstegui Sánchez rappelle que c'est le soulèvement militaire et l'effondrement de l'État républicain qui entraînent un mouvement révolutionnaire et non l'inverse⁵. L'interprétation contingentiste exprime aussi le choix épistémologique de rompre avec une approche déterministe et de resserrer la recherche des causes de la guerre sur le soulèvement militaire. On étudie ainsi le poids politique de l'armée et de la tradition prétorienne en Espagne⁶. Enfin, cette interprétation déplace le questionnement vers les raisons pour lesquelles ce coup d'État s'est soldé par un échec relatif et donc par une guerre. La société de 1936 n'est pas celle de 1923, elle se trouve dans une situation de mobilisation politique maximale, qui donne une forme nouvelle à des conflits anciens.

Le second acquis de cette historiographie est ce choix de sortir à la fois du schéma fonctionnaliste de la « polarisation » et de celui de la lutte des classes pour penser la complexité des conflits sociaux des années 1930. La notion de polarisation tendait à projeter sur la période républicaine les divisions simples de la guerre en deux camps⁷. Ce faisant, d'une part elle

(1) Le fruit en est une biographie de près de mille pages, publiée quinze jours avant sa mort : Julio Aróstegui Sánchez, *Largo Caballero : el tesón y la quimera*, Barcelone, Debate, 2013.

(2) Julián Casanova Ruiz, *Anarquismo y revolución en la sociedad rural aragonesa, 1936-1938*, Barcelone, Crítica, 1985.

(3) Glicerio Sánchez Recio, *Justicia y guerra en España, los tribunales populares (1936-1939)*, Alicante, Instituto de cultura Juan-Gil-Albert, 1991.

(4) Santos Juliá Díaz, « El fracaso de la República », *Revista de Occidente*, numéro spécial, 7-8, novembre 1981, p. 296-211.

(5) Julio Aróstegui Sánchez, « Los componentes sociales y políticos de la guerra civil española », in M. Tuñón de Lara, *La guerra civil española...*, op. cit., p. 45-122.

(6) C. P. Boyd, *Praetorian Politics in Liberal Spain*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1979.

(7) Santos Juliá Díaz, « Segunda República : por otro objeto de estudio », in Manuel Tuñón de Lara (dir.), *Historiografía española contemporánea, X Coloquio de Pau*, Madrid, Siglo XXI, 1980, p. 295-313 ; Eduardo González Calleja, « La

entérait les théories de la responsabilité partagée (il y eut, de fait, de la radicalité, à gauche comme à droite), d'autre part elle simplifiait excessivement les fractures multiples de la société espagnole des années 1930. Or la guerre civile est l'aboutissement de conflits multiples : religieux, nationaux, sociaux. Pour expliquer les conflits sociaux de l'hiver 1933-1934 à Madrid, Santos Juliá étudie ainsi une pluralité d'acteurs (organisations professionnelles, mouvements de jeunesse, organisations patronales) et leurs actions collectives telles que l'occupation de la rue par la population¹.

L'essor de l'histoire du franquisme (années 1990)

Si l'État démocratique n'a pas officiellement rompu avec le franquisme, il est clair, dans les années 1980, que ce régime est enterré. Les historiens peuvent donc commencer à l'étudier comme un épisode clos de l'histoire nationale. Ils s'y attellent et, au cours de la décennie suivante, ces recherches connaissent un très fort développement². Une enquête bibliométrique de 2006 objective bien le phénomène : de 227 thèses de doctorat identifiées portant sur le franquisme, 189 (soit plus de 83 %) avaient été rendues après 1990³. La question de la nature du régime, soulevée pendant les années 1970, domine clairement le cadre d'analyse dans lequel ces travaux sont menés.

historiografía sobre la violencia política: una reconsideración », *Hispania nova: revista de historia contemporánea*, 11, 2013.

(1) Santos Juliá Díaz, *Madrid, 1931-1934: de la fiesta popular a la lucha de clases*, Madrid, Siglo XXI, 1984.

(2) Deux bilans paraissent en 1992 : Julio Aróstegui Sánchez, « La historiografía sobre la España de Franco : promesas y debilidades », *Historia contemporánea*, 7, 1992, p. 77-99 ; Javier Tusell Gómez, « La dictadura de Franco a los cien años de su muerte », *Ayer*, 10, 1993, p. 13-28 (l'erreur dans le titre de l'article, « muerte » à la place de « nacimiento », est originale).

(3) Óscar Rodríguez Barreira, « La historia local y social del franquismo en la democracia, 1976-2003 : datos para una reflexión », *Historia social*, 56, 2006, p. 153-175.

– La nature du régime

Le débat oppose ceux qui conçoivent le franquisme comme la variante espagnole du fascisme européen et ceux qui considèrent qu'il s'agit d'une dictature militaire de type traditionnel. Il est lancé par la publication en Espagne, en 1974, d'un article du politologue Juan José Linz, professeur à l'Université Yale, initialement publié en anglais en 1964⁴. Né en 1926 en Allemagne, Linz a vécu la guerre civile en Espagne. Étudiant en droit dans les années 1940, il est le disciple de Francisco Conde, proche de Carl Schmitt et idéologue du franquisme⁵. Pendant les années 1950, il poursuit ses études en science politique aux États-Unis. Dans le prolongement de la réflexion de cette discipline sur le « totalitarisme », son article définit le régime franquiste par rapport au fascisme et au nazisme comme un « régime autoritaire » : il permet un « pluralisme limité », il est dépourvu d'une idéologie élaborée et d'un parti unique susceptible de contrôler la vie sociale par une mobilisation politique intensive. Les sociologues espagnols critiquent vivement cet article, pour des raisons politiques autant que scientifiques⁶. Aux yeux des chercheurs majoritairement antifranquistes, la définition de Linz tend à adoucir l'image du régime, en le situant à mi-chemin entre démocratie et totalitarisme. Traduit et publié en Espagne à l'initiative de Manuel Fraga, ministre de l'Information et du Tourisme, l'article de Linz est accusé de proposer une définition

(4) Juan José Linz, « Una teoría del régimen autoritario : el caso de España », in Manuel Fraga, Juan Velarde et Salustiano del Campo (dir.), *La España de los años 70*, vol. 3 (3) : *El Estado y la política*, Madrid, Moneda y Crédito, 1974, p. 1467-1531 ; *id.*, « An Authoritarian Regime : Spain », in Erik Allardt et Yrjö Littunen (dir.), *Cleavages, Ideologies and Part Systems, Transactions of the Westermarck Society*, Helsinki, The Academic Bookstore, 1964, vol. 10, p. 291-341.

(5) Guy Hermet, « Autoritarisme, démocratie et neutralité axiologique chez Juan Linz », *Revue internationale de politique comparée*, 13, 2006, p. 83-94.

(6) Manuel Pérez Ledesma, « Una dictadura "por la gracia de Dios" », *Historia social*, 20, 1994, p. 173-193.

officieuse du régime à une époque (le « *tardo-franquismo* ») où celui-ci cherche à se donner une nouvelle légitimité. La critique porte aussi sur le formalisme de cette définition, qui omet ce que l'analyse marxiste désigne comme les « fonctions sociales » du fascisme, c'est-à-dire les intérêts de classe que défend la dictature, illustrés par les catégories sociales auxquelles bénéficie effectivement le « pluralisme limité »¹.

Entrés dans ce débat dans les années 1980, les historiens s'intéressent assez peu à cette démarche classificatoire. Pour des raisons disciplinaires, ils s'emploient à distinguer des étapes de la dictature, dont ils proposent une « caractérisation évolutive »². Il distinguent ainsi un « premier franquisme » (années 1940) qui présente de grandes similitudes avec les régimes fascistes du fait des emprunts délibérés au fascisme italien. Franco concentre tous les pouvoirs (chef de l'État, du gouvernement, du parti unique et de l'armée) et les idéologues du régime élaborent la théorie du « *caudillaje* », du chef militaire, responsable seulement devant Dieu et l'histoire. Il s'appuie sur un parti unique militarisé (FET y de las JONS), qui adopte en avril 1937 la quasi-totalité du programme phalangiste, ses symboles (notamment le salut fasciste) et sa rhétorique organiciste, nationaliste et antidémocratique. Ce parti s'engage dans la construction d'un « État nouveau » (« *Estado nuevo* ») qui contrôle la vie sociale par la propagande et la répression de toute dissidence. Le régime est ainsi condamné en tant que « régime fasciste » par l'Assemblée générale des Nations unies en 1946. À cette date, après la défaite des dictatures, le franquisme s'adapte

et abandonne symboles et phraséologie fascistes, mettant l'accent sur son « national-catholicisme » et son anticommunisme. Dans les années 1960, la rupture avec le phalangisme et l'avènement d'une nouvelle classe politique marque une nouvelle étape « technocratique », où la liberté économique s'accompagne d'un relatif assouplissement du contrôle social et de la censure. Cette périodisation met en évidence l'une des caractéristiques essentielles du franquisme : sa volonté de durer, au prix d'adaptations successives. Elle tend à réserver à la première période la qualification de « fasciste ». Ainsi s'explique la focalisation durable des recherches historiques sur le premier franquisme, ses pratiques répressives et ses soutiens sociaux. Cependant, c'est la définition du régime franquiste comme dictature autoritaire qui s'impose au cours des années 1980, en partie en raison de l'influence des travaux de Linz sur les sciences sociales espagnoles, et aussi de l'adhésion des chercheurs (Julio Aróstegui Sánchez, Manuel Pérez Ledesma, Santos Juliá, Antonio Elorza Domínguez) aux conclusions de l'histoire sociale sur le « retard » de l'Espagne³. L'archaïsme de la droite espagnole, le poids de l'Église et la faible modernisation économique et sociale du pays n'auraient pas permis l'implantation d'un authentique régime fasciste⁴. Le franquisme est ainsi conçu avant tout comme une dictature militaire traditionnelle, au service d'un projet réactionnaire, fasciste sur quelques points : la répression, la propagande et les mises en scène du pouvoir.

(1) Julián Casanova Ruiz, « La sombra del franquismo : ignorar la historia y huir del pasado », in id., *Morir, matar, sobrevivir : la violencia en la dictadura de Franco*, Barcelone, Crítica, 2002.

(2) Stanley Payne, *El régimen de Franco, 1936-1975*, Madrid, Alianza, 1987.

(3) Enrique Moradiellos García, *La España de Franco (1939-1975)*, Madrid, Síntesis, 2000.

(4) Ismael Saz Campos, « Paradojas de la historia, paradojas de la historiografía : las peripecias del fascismo español », *Hispania : revista española de historia*, 61 (207), 2001, p. 143-176.

– L'antifranquisme et le mouvement ouvrier

Une fois le régime démantelé se pose l'énigme historique de sa grande longévité qui semble, une fois de plus, confirmer la thèse d'une singularité espagnole en Europe, et qui met en cause la responsabilité des Espagnols. Plusieurs des premiers livres publiés sur cette période portent ainsi sur l'opposition au régime. Ils documentent l'existence d'un antifranquisme politique multiforme (ouvrier, catholique, étudiant, régionaliste, etc.), montrant que la « réconciliation » mise en avant par le régime à partir des années 1960 n'est que de façade¹. Les historiens qui s'y attellent sont souvent eux-mêmes liés aux organisations politiques étudiées, et perçoivent les mouvements sociaux sous l'angle des organisations politiques qui les structurent.

Une caractéristique importante de l'histoire de la guerre et du franquisme est du reste l'implication en son sein d'organisations militantes de la société civile. Les partis et les syndicats qui sortent de la clandestinité au cours de la transition entreprennent immédiatement de documenter leur mémoire. Dès leur légalisation, ils se lancent dans la collecte et le rassemblement d'archives dispersées en Espagne et à l'étranger et créent des fondations à cette fin : la Fondation Pablo-Iglesias pour le Parti socialiste ouvrier espagnol (Partido socialista obrero español, PSOE) ; la Fondation Francisco-Largo-Caballero pour l'Union générale des travailleurs (Unión general de trabajadores, UGT), la Fondation Salvador-Seguí (Confederación general del trabajo, CGT, libertaire) et des centres d'archives régionaux pour le syndicat Commissions ouvrières

(Comisiones obreras, CCOO). Tous ces organismes contribuent, en partenariat avec les universités, à l'organisation des rencontres scientifiques et soutiennent les publications. Les collaborations entre savants, experts et militants sont extrêmement courantes dans l'Espagne des années 1980. Les individus qui les portent se sont en effet côtoyés dans l'opposition au franquisme et dans la transition.

Le travail du couple d'historiens barcelonais Pere Ysas et Carme Molinero, à bien des égards fondateurs de l'histoire du franquisme, dépasse toutefois l'histoire classique des organisations perçues à travers leurs leaders, pour explorer l'histoire des mouvements sociaux. Molinero et Ysas s'intéressent au mouvement ouvrier, sous l'angle des conditions de vie et à travers la gestion des relations de travail et le fonctionnement du syndicat vertical national². L'incapacité de ces mouvements à venir à bout du régime s'expliquerait ainsi par la « disciplinarisation » des travailleurs, soit une raison intrinsèque au régime lui-même. Molinero et Ysas rejoignent là les deux grandes thématiques de recherche sur le franquisme, le fonctionnement institutionnel du régime et ses « familles » ainsi que la répression. Dirigeant de nombreuses thèses de doctorat sur ces questions dans la décennie suivante, ils institutionnalisent cette école barcelonaise d'histoire du franquisme, en fondant le Groupe de recherche sur l'époque franquiste (GREF).

– La répression

Une thématique émerge au milieu des années 1980, qui connaît un énorme essor dans la décennie suivante au point de l'emporter bientôt sur toutes les autres : la répression. La question

(1) Javier Tusell Gómez (dir.), *La oposición al régimen de Franco: estado de la cuestión y metodología de la investigación*, Madrid, Universidad nacional de educación a distancia, 1990 ; Carme Molinero et Pere Ysas, *L'oposició antifeixista a Catalunya, 1939-1950*, Barcelone, La Magrana, 1981.

(2) Carme Molinero et Pere Ysas, *Patria, justicia y pan: nivel de vida i condicions de treball a Catalunya 1939-59*, Barcelone, La Magrana, 1985 ; *id.*, *Productores disciplinados y minorías subversivas: clase obrera y conflictividad laboral en la España franquista*, Madrid, Siglo XXI, 1998.

des violences à l'arrière est au cœur de la propagande de chacun des deux camps pendant la guerre, puis de l'historiographie franquiste. Hugh Thomas et Gabriel Jackson sont les premiers à en proposer un bilan chiffré¹. En 1977, historien proche de Ricardo de la Cierva, Ramón Salas Larrazábal, qui a lui-même combattu avec les carlistes dans les rangs franquistes, leur répond, par un livre entièrement consacré au décompte des morts des deux camps, fondé sur les registres civils de décès².

Il faut attendre le milieu des années 1980 pour que des historiens rouvrent ce dossier. Leurs enquêtes portent principalement sur les violences commises par les nationaux ; il s'agit de faire la lumière sur ces victimes que le franquisme a occultées³. L'enquête que l'historien Josep María Solé i Sabaté consacre à la Catalogne devient le modèle du genre⁴. Les monographies locales se multiplient par la suite. Certaines sont le fait d'universitaires, d'autres non, prenant pour territoire d'étude des espaces variant de la région au village.

Au même moment, un livre, pionnier à bien des égards, vient apporter un cadre théorique à cette œuvre de rééquilibrage des mémoires. En 1984, Alberto Reig Tapia, sociologue et politiste, dénonce la manière dont le franquisme a fondé sa propagande sur la construction d'un récit historique⁵. Tandis que les historiens commencent à ouvrir les archives pour documenter des faits qui viennent démentir certains des éléments centraux du récit franquiste, le

politiste montre comment ceux-ci composent une trame, pensée et formulée à dessein à des fins propagandistes par le régime. Il explique aussi pourquoi les modalités de la transition démocratique ne permettent pas de rompre avec cette histoire. Enfin, Reig Tapia avance la thèse, que les historiens entreprendront de documenter ensuite, selon laquelle le régime franquiste serait essentiellement répressif. Franco aurait enraciné son régime dans la violence, par la destruction de l'autre, l'implication des survivants à cette œuvre de violence, ou leur soumission dans la peur. Ce faisant, son livre ouvre des pistes qui sont au cœur des recherches à partir des années 1990 : la répression comme fondement du régime, les politiques mémorielles franquistes, et une relecture critique de la transition, qui émerge surtout dans les années 2000.

Contre le déni des massacres par les franquistes, les historiens objectent tout d'abord des faits dans une démarche strictement positiviste. Le débat porte sur les chiffres, perçus comme le meilleur outil pour objectiver la violence respective des deux camps. Ces recherches croisent toutes les sources disponibles⁶ pour contourner l'entreprise d'occultation des exécutions par le régime franquiste, dont on découvre alors l'ampleur, et pour inventorier les victimes. Ce faisant, elles conduisent à une nouvelle périodisation : à la division en deux phases République-guerre civile (1931-1939) et franquisme (1939-1975), succède celle qui distingue la République en paix (1931-1936), d'une séquence guerre civile-après-guerre (1936-1945 ou 1952), moment de fondation du nouveau régime caractérisé par la violence de la répression. Avec le déclenchement de la guerre, une « terreur chaude », faite d'exécutions

(1) H. Thomas, *The Spanish Civil War...*, *op. cit.* ; G. Jackson, *The Spanish Republic...*, *op. cit.*

(2) Ramón Salas Larrazábal, *Perdidas de la guerra*, Barcelone, Planeta, 1977.

(3) Gregorio Herrero Balsa, *La represión en Soria durante la guerra civil*, Soria, Gregorio Herrero Balra, 1982 ; Antonio Hernández García, *La represión en la Rioja durante la guerra civil*, Logroño, Antonio Hernández García, 1984.

(4) Josep María Solé i Sabaté, *La represió franquista a Catalunya, 1938-1953*, Barcelone, Edicions 62, 1985.

(5) Alberto Reig Tapia, *Ideología e historia (sobre la represión franquista y la guerra civil)*, Madrid, Akal, 1984.

(6) Dossiers « Ordre public » des gouvernements civils, jugements rendus par les tribunaux militaires, dossiers nominatifs de détenus des prisons, registres des cimetières municipaux et articles de presse.

extrajudiciaires, s'abat sur les territoires dominés par les nationaux, et à partir d'un moment qui varie entre la fin de l'année 1936 et le printemps 1937 selon les régions, lui succède une répression conduite dans le cadre de la justice militaire. Au sein du camp franquiste, elle dure jusqu'au milieu des années 1945 ou au début des années 1950, selon les régions et les historiens. Une géographie de ces massacres émerge aussi de ces travaux, qui montrent notamment le déchaînement de violence en Andalousie et en Estrémadure, conquises par les généraux Queipo de Llano et Yagüe, dans un contexte social qui précipite le ralliement des grands propriétaires et du clergé aux troupes insurgées. Ces travaux, centrés sur les victimes de la répression, en donnent une sociographie précise, qui objective la dimension de guerre de classes et de guerre entre forces réactionnaires et progressistes. Militants politiques et syndicaux, personnel politique républicain, journalistes, ouvriers, paysans sans terre, maîtres d'école et professions libérales sont en effet les principales cibles de la répression.

Ces travaux apportent aussi des éléments qualitatifs à la comparaison entre les deux camps. Ils montrent que la violence du camp national était organisée, obéissant à un projet politique cohérent, par opposition à une violence républicaine, certes non réductible à de simples débordements incontrôlés de la base, mais résultant de la désintégration de l'État. Des monographies locales documentent la manière dont les forces paramilitaires, notamment phalangistes, étaient utilisées pour perpétrer une violence contrôlée (certains actes sont sanctionnés, d'autres encouragés). En révélant comment le régime franquiste s'enracine dans la répression, ces travaux contribuent au débat sur la nature du régime¹.

En 1999, paraît un ouvrage dirigé par Santos Juliá dont le titre, *Víctimas de la guerra civil* (Victimes de la guerre civile), renvoie au débat sur la pertinence de rassembler les morts des deux camps dans un seul groupe de victimes d'une guerre fratricide². Il résume les travaux évoqués et en constitue d'une certaine façon le point d'orgue. Les auteurs établissent des chiffres sur les victimes civiles, en compilant ceux des monographies locales disponibles³. Ceux-ci font, depuis lors, autorité, mettant fin pour l'essentiel à la bataille de la quantification. Ils comptent entre cinquante-cinq et soixante-mille victimes de la répression républicaine et environ cent trente mille victimes de l'autre camp, dont quatre-vingt-dix mille pendant la guerre et quarante mille dans l'après-guerre. L'ouvrage résume les principaux apports de ce courant de recherche et rappelle la différence de nature entre les violences républicaines et celles du camp national : « Dans la zone insurgée, la répression et la mort avaient à voir avec la construction d'un nouveau pouvoir ; dans la zone loyale, la répression et la mort avaient à voir avec l'effondrement de tout pouvoir⁴. »

À la fin de la décennie, il existe ainsi un socle de connaissances solide sur lequel s'accorde la majorité des historiens, bien reflété par les synthèses publiées à l'époque⁵ et les bilans proposés par des numéros spéciaux de revues⁶.

de la violencia como base del "Nuevo Estado" », *Historia social*, 30, 1998, p. 5-22.

(2) Santos Juliá (dir.), *Víctimas de la guerra civil*, Madrid, Temas de hoy, 1999.

(3) Les travaux sur la répression franquiste ainsi compilés portent alors sur vingt-quatre provinces et ceux sur la répression républicaine vingt-deux, pour un total de cinquante.

(4) S. Juliá (dir.), *Víctimas de la guerra civil...*, op. cit., p. 26.

(5) Par exemple, Enrique Moradiellos, *La España de Franco (1939-1975) : política y sociedad*, Madrid, Síntesis, 2000.

(6) *Historia social*, 30, 1998, consacré au franquisme, et *Ayer*, 33, 1999, au premier franquisme.

(1) Un premier bilan de ses recherches : Ángela Cenarro, « Muerte y subordinación en la España franquista : el imperio

Des controverses historiographiques ravivées, intégrées à l'histoire européenne

Ce domaine de l'histoire contemporaine, tout particulièrement le franquisme, alors extrêmement dynamique, a attiré une génération d'historiens qui commençaient leur thèse de doctorat dans les années 2000, au moment du développement des politiques européennes d'intégration universitaire. Ces jeunes chercheurs ont bénéficié de séjours de formation à l'étranger, souvent au Royaume-Uni où le magistère de Paul Preston a conduit au développement de plusieurs pôles de recherche sur l'histoire de l'Espagne au 20^e siècle. Ils en ont rapporté cette histoire sociale, marquée par l'anthropologie, attentive aux pratiques mais aussi aux discours, et déjà très bien relayée en Espagne par la revue *Historia social*. Ils se sont aussi immergés dans l'historiographie du nazisme et du fascisme, dont ils ont importé les questionnements, ainsi que les méthodes, marquées par ce tournant culturel de l'histoire sociale et de l'histoire politique. Il en résulte l'intégration progressive par les Espagnols de leur histoire nationale à l'histoire européenne. Dans le même temps, l'irruption des conflits de mémoire au sein du débat public a contribué à raviver les controverses historiographiques et à en renforcer la dimension idéologique. La multiplication des comparaisons internationales s'est aussi inscrite dans cette évolution.

Les historiens rattrapés par le débat public

À partir du milieu des années 1990, un mouvement en faveur de la reconnaissance des victimes du franquisme et de la condamnation officielle de la dictature se structure en Espagne, tandis que des références au passé apparaissent dans les discours des deux grands partis¹. À partir de

la fin des années 1990, le Parti socialiste, dans l'opposition, conçoit une série de projets visant au rééquilibrage des mémoires, à commencer par celui d'une condamnation explicite du coup d'État de juillet 1936, votée en 2002. Le traitement du passé devient alors un enjeu important de la bataille politique entre les deux partis de gouvernement.

Parallèlement, se développent des associations qui militent en faveur d'initiatives officielles de condamnation de la dictature et de réhabilitation de ses victimes, et qui travaillent à recueillir la mémoire des témoins encore en vie². En 2000, l'exhumation des dépouilles de treize républicains sans sépulture, les « 13 de Priaranza », qui n'est pas la première du genre, connaît un retentissement médiatique inédit. Les artisans de cet événement fondent alors l'Association pour la récupération de la mémoire historique (Asociación para la recuperación de la memoria histórica, ARMH)³. Cette démarche revêt une dimension personnelle, le deuil, et une dimension politique : elle permet d'honorer des victimes républicaines, réplique différée au culte de ceux tombés au combat (*caídos*) sous le franquisme et au mouvement, alors réactivé, de canonisation par l'Église catholique des ecclésiastiques victimes de l'anticléricalisme républicain. Ce mouvement, devenu un phénomène de société majeur, dépassant largement les usages partisans, est

(2) Pour une présentation de synthèse : Mercedes Yusta Rodrigo, « La "recuperación de la memoria histórica" : ¿una reescritura de la historia en el espacio público? (1995-2005) », *Revista de historiografía*, 9, 2008, p. 105-117. Pour une présentation par lui-même du mouvement mémoriel, Emilio Silva et Santiago Macías, *Las fosas de Franco : los republicanos que el dictador dejó en la cuneta*, Madrid, Temas del hoy, 2003. Pour une analyse approfondie des politiques mémorielles, voir Paloma Aguilar, *Políticas de la memoria y memorias de la política*, Madrid, Alianza, 2008.

(3) On trouve des occurrences de l'expression « mémoire historique » antérieures aux années 1990. Nous avons choisi de la traduire littéralement, parce que cet usage s'est imposé. Pour en savoir plus sur l'ARMH, voir son site Internet <http://memoriahistorica.org.es/>.

(1) Paloma Aguilar, « Guerra civil, franquismo y democracia », *Claves de Razón Práctica*, 140, mars 2004, p. 24-33.

le fait de la génération des petits-enfants, qui souffre d'un défaut de transmission. N'ayant pas vécu la transition, ceux-ci sont prêts à en remettre en question les fondements, en honorant publiquement la mémoire des vaincus, jusque-là enfouie dans le secret des familles. Le Parti socialiste, de retour au gouvernement en 2004, conduit une politique mémorielle, qui culmine avec l'adoption en 2007 d'une loi « sur la mémoire historique ». Celle-ci suscite de vives oppositions dans le Parti populaire (Partido popular, PP). Elle réhabilite symboliquement les victimes de la guerre et de la dictature, encourage l'exhumation et la réinhumation des morts sans sépulture, invite les administrations publiques à retirer les symboles, plaques, etc. exaltant le soulèvement de juillet 1936, et encourage la recherche historique sur la guerre et la dictature.

Ces évolutions ont un impact direct sur le travail des historiens. Les communautés autonomes gouvernées par le Parti socialiste ont développé des budgets pour la recherche historique au titre des politiques de mémoire¹. Le mouvement mémoriel a reproché aux historiens d'avoir insuffisamment rendu justice à la mémoire des vaincus. Dans le même temps, à partir du début des années 2000, ceux-ci sont concurrencés par une production fictionnelle foisonnante sur l'histoire contemporaine². Les historiens sont aussi confrontés à la réapparition du récit franquiste, sous la plume d'auteurs extérieurs au monde universitaire, comme Pío Moa³. Leurs livres sont des succès

de librairie, relayés par les médias de droite⁴. Ils reprennent l'histoire officielle franquiste, qu'ils se contentent d'actualiser, abandonnant la théorie, désormais irrecevable, d'un soulèvement préventif face à un projet révolutionnaire communiste en 1936, pour faire remonter le début de la guerre au soulèvement de 1934 dans les Asturies. Ainsi continuent-ils d'en attribuer la responsabilité à la gauche républicaine⁵. Enfin, ils proposent un bilan positif de la dictature, qui aurait apporté paix et modernisation, et ainsi préparé le pays à la démocratie. Ils reprennent ici le discours de la fraction du régime qui voit dans la transition démocratique son évolution naturelle. Le succès de ces livres révèle une division des mémoires ainsi que les enjeux politiques contemporains dont ce passé est porteur⁶.

Pris à parti par la dénonciation d'un « pacte du silence », les historiens ont d'abord exprimé leur incompréhension, faisant valoir qu'ils s'étaient attelés depuis longtemps à mettre au jour ce passé, notamment la répression franquiste. Puis, au cours des dix dernières années, prenant acte que cette « amnésie collective » manifestait le décalage entre l'histoire universitaire et le récit dominant les représentations collectives, ils ont réinvesti le débat public⁷.

in Josefina Cuesta Bustillo (dir.), *Memorias históricas de España (siglo XX)*, Madrid, Fundación Francisco-Largo-Caballero, 2007, p. 372-388 ; Pío Moa, *El derrumbe de la segunda República y la guerra civil*, Madrid, Encuentro, 2001 ; *id.*, *Los mitos de la guerra civil*, Madrid, Esfera, 2003.

(4) François Godicheau, dans ce numéro, fait l'inventaire des médias qui accueillent ces différents auteurs (voir p. 71, n. 1).

(5) Pío Moa, *1934 : Comienzo la guerra civil. El PSOE y la Esquerda emprenden la contienda*, Barcelone, Altera, 2004.

(6) Enrique Moradiellos est un des rares à répondre alors scientifiquement aux affirmations fallacieuses d'un Pío Moa : Enrique Moradiellos, *1936 : los mitos de la guerra civil*, Barcelone, Península/ Atalaya, 2004. La publication, en 2012, de l'ouvrage dirigé par Ángel Viñas (*En el combat...*, *op. cit.*), qui présente une synthèse accessible de l'état de la recherche concernant tous les points sur lesquels s'accrochent les grands mythes de l'historiographie franquiste et postfranquiste, est le symptôme d'un changement d'attitude sur ce point.

(7) Ce décalage est étudié par Alberto Reig Tapia, *Memoria de la guerra civil : los mitos de la tribu*, Madrid, Alianza, 1999.

(1) Óscar Rodríguez Barreira, « Vivir y narrar el Franquismo desde los márgenes », in Óscar Rodríguez Barreira (dir.), *El Franquismo desde los márgenes : campesinos, mujeres, delatores, menores...*, Lérida, Ediciones de la Universitat de Lleida, 2013, p. 11-28, p. 11.

(2) Javier Cercás, *Soldados de Salamina* (Barcelone, Tusquets, 2001) est le premier de ces romans à connaître un fort retentissement.

(3) Pour une analyse approfondie de cette production dans son contexte, voir Enrique Moradiellos, « Revisión histórico-crítica y revisionismo político presentista : el caso español »,

Les nouvelles collaborations entre les facultés d'histoire et des organisations de la société civile en sont un aspect. En 2004, une chaire de la mémoire historique est ainsi créée à l'Université Complutense de Madrid, portée par un partenariat avec une association dont la mission est de diffuser les recherches sur l'histoire du 20^e siècle espagnol¹. Confiée à Julio Aróstegui Sánchez, qui la dirigea jusqu'à sa mort en janvier 2013, cette chaire est une réponse des historiens au constat de leur déprise sur le savoir commun. Elle fonctionne comme une plateforme qui rend visible les travaux sur la guerre et le franquisme auprès d'un public large. En 2010, le partenariat s'élargit à des organisations partisans : la Fondation Francisco-Largo-Caballero et la Fondation Primero de Mayo créée en 1988 par le syndicat Commissions ouvrières². Des historiens s'engagent aussi à titre d'experts dans le mouvement mémoriel. Ainsi Julián Casanova Ruiz et Francisco Espinosa Maestre intègrent-ils le groupe de spécialistes chargés en 2008 d'assister le juge Baltasar Garzón dans sa procédure contre les crimes franquistes³. Dans un autre registre, les recherches historiques ayant permis la réhabilitation de la figure de Juan Negrín ont contribué à sa réintégration en 2009, à titre posthume, au sein du Parti socialiste dont il avait été exclu en 1946⁴.

Ce contexte particulier a produit des effets clivants au sein de l'histoire universitaire. Au cours des années 2000, on assiste à

la résurgence d'affrontements historiographiques très virulents, ponctués d'attaques *ad hominem*. Certains historiens accusent leurs collègues engagés dans le mouvement mémoriel d'être « guerre-civiliste » (« *guerra-civilistas* »), de créer une « guerre idéologique » pour imposer une vérité historique unique, destinée à remédier à ce qu'ils considèrent comme une « occultation du passé ». Il s'agirait d'une régression par rapport à la période posttransitionnelle (1980-1990) qui autorisait le débat sur le mode pacifique de la « coexistence » (*convivencia*) d'opinions contraires⁵. Ce courant préconise à l'inverse la neutralité politique de l'histoire, neutralité dont l'autre camp dénonce, de son côté, le caractère illusoire (ou malhonnête) du fait de la présence de ce passé dans le débat politique contemporain et dans les mémoires⁶. Depuis les années 2000, les historiens continuent pour l'essentiel d'explorer les objets et les thématiques défrichées dans les années 1980 et 1990, mais ils en renouvellent les approches et en repolitisent les contenus⁷.

(5) Fernando del Rey Reguillo, « Revisionismos y anathemas : a vuelta con la II República », *Historia social*, 72, 2012, p. 155-172.

(6) Pablo Sánchez León, « La objetividad como ortodoxia : los historiadores y el conocimiento de la guerra civil española », in Julio Aróstegui Sánchez et François Godicheau, *Guerra civil : mito y memoria*, Madrid, Marcial Pons, 2006, p. 95-136.

(7) Plusieurs articles historiographiques en ont rendu compte depuis la seconde moitié des années 2000, notamment : Óscar Rodríguez Barreira, « La historia local y social del franquismo en la democracia, 1976-2003 : datos para una reflexión », *Historia social*, 56, 2006, p. 153-175 ; Michael Richards, « The Limits of Quantification : Francoist Repression and Historical Methodology », *Hispania nova : revista de historia contemporánea*, 7, 2007 ; Julián Casanova Ruiz, « La historia social de los vencidos », *Cuadernos de historia contemporánea*, 30, 2008, p. 155-163 ; José Luis Ledesma, « Del pasado oculto a un pasado omnipresente : las violencias en la guerra civil y la historiografía reciente », *Revista de historia Jerónimo Zurita*, 84, 2009, p. 163-188 ; Óscar Rodríguez Barreira, « Vivir y narrar el franquismo desde los márgenes », et Ángela Cenarro Lagunas, « La historia desde abajo del Franquismo », in *id.* (dir.), *El franquismo desde los márgenes*, Leida, Espai Temps, 2013, p. 11-28 et p. 29-44.

(1) Convention entre l'Université Complutense de Madrid (Universidad Complutense de Madrid, UCM) et l'Association de la mémoire sociale et démocratique (Asociación de la memoria social y democrática, AMESDE), signée à Madrid le 1^{er} juillet 2004.

(2) Convention entre l'UCM, l'AMESDE, la Fondation Primero-de-Mayo, la Fondation Francisco-Largo-Caballero, signée à Madrid le 9 février 2010.

(3) Natalia Junquera, « Aportaremos trozos de verdad a un "puzzle" que resolverá Garzón », *El País*, 23 octobre 2008.

(4) Enrique Moradiellos, *Negrín : una biografía de la figura más difamada de la España del siglo XX*, Barcelone, Península, 2006.

*De l'histoire sociale de la répression
à celle du contrôle social*

La répression, au cœur de l'historiographie des années 1990, est restée un des objets majeurs de la recherche, mais sa définition a évolué ; son périmètre s'est étendu, au point d'englober toutes les sphères de la société. Jusque-là cantonnées aux exécutions commises hors du champ de bataille, ces études se sont intéressées aux lieux de détention (prisons et camps de concentration) ainsi qu'aux formes non physiques de la répression (spoliation, épuration, et gestion de l'approvisionnement)¹. Les travaux des années 1990 ayant apporté une connaissance solide des lieux, de la chronologie et de la mesure des violences, les historiens peuvent s'intéresser aux processus et aux acteurs de celles-ci.

Deux questions sous-tendent ces nouvelles approches, dont l'enjeu est très politique. D'une part, il s'agit d'étayer la thèse de la nature essentiellement répressive du régime. Le livre de Francisco Espinosa Maestre sur la répression en Andalousie en explore ainsi les logiques, pour montrer qu'elle obéit à un système savamment orchestré². D'autre part, il convient d'interroger les attitudes des Espagnols dans la dictature. Ce faisant, le regard des historiens tend à se déplacer des victimes vers les bourreaux, les « *perpetradores* », rejoignant la thématique ancienne des soutiens du régime. Au cours des années 1990, les chercheurs ont

tendu à délaïsser l'analyse des cadres du régime au profit de celle de son personnel intermédiaire, pour finalement enquêter sur le terrain local³. Ces travaux sur les pouvoirs locaux, qui étudient la construction de l'État franquiste par le bas⁴, inscrivaient la question des soutiens sociaux dans une vision dynamique des relations entre régime et société. Ils conduisaient aussi à s'interroger sur les éléments de continuité entre les vieilles structures du caciquisme et le franquisme, après la parenthèse de la République. La controverse sur le point d'équilibre entre la part du personnel politique local ancien qui se maintient et la promotion d'« hommes nouveaux » n'est pas sans conséquence pour le débat sur la nature du régime⁵. Antonio Cazorla, tenant de la théorie du retour au caciquisme, montre en outre comment la division de la coalition franquiste, observable partout, fut mise à profit pour consolider le pouvoir personnel du Caudillo. Le mécontentement populaire face à la corruption généralisée et la gestion sélective de la pénurie, qui touchait inégalement vainqueurs et vaincus, aurait été opportunément détourné vers la Phalange et le syndicat vertical, expliquant un ralliement de la majorité silencieuse à la figure du dictateur⁶.

(3) Armando de Miguel, *Sociología del franquismo : análisis ideológico de los ministros de Franco*, Barcelone, Euro, 1975 ; Carles Viver Pi-Sunyer, *El personal político de Franco (1936-1975)*, Barcelone, Vicens Vives, 1978 ; Glicerio Sánchez Recio, *Los cuadros políticos intermedios del régimen franquista, 1936-1959 : diversidad de origen e identidad de intereses*, Alicante, Instituto de cultura Juan-Gil-Albert, 1996.

(4) Par exemple, Ángela Cenarro, *Cruzados y camisas azules : los orígenes del franquismo en Aragón, 1936-1945*, Saragosse, Prensas universitarias de Saragosse, 1997.

(5) Pour les deux points de vue, voir respectivement Antonio Cazorla, « La vuelta a la historia : caciquismo y franquismo », *Historia social*, 30, 1998, p. 119-132 ; Miguel Ángel del Arco Blanco, « "Hombres nuevos" : el personal político del primer franquismo en el mundo rural del sureste español (1936-1951) », *Ayer*, 65, 2007, p. 237-267.

(6) Antonio Cazorla, *Las políticas de la victoria*, Madrid, Marcial Pons, 2000.

(1) Ricard Vinyes Ribas, *Irredentas : las presas políticas y sus hijos en las cárceles franquistas*, Madrid, Temas de hoy, 2002 ; Carme Molinero et Margaria Sala y Jaume Sobrequés (dir.), *Una inmensa prisión : los campos de concentración y las prisiones durante la guerra civil*, Barcelone, Crítica, 2003 ; Gutmaro Gómez Bravo, *El exilio interior : cárcel y represión en la España franquista, 1939-1950*, Madrid, Taurus, 2009 ; Javier Rodrigo, *Cautivos : campos de concentración en la España franquista, 1936-1947*, Barcelone, Crítica, 2005.

(2) Francisco Espinosa Maestre, *La justicia de Queipo : violencia selectiva y terror fascista en la II División en 1936*, Cordoue, Bibliofilia Montillana/ Cofradía de la Viña y el Vino, 2000, Barcelone, Crítica, 2005.

Dans un livre souvent cité comme initiant un tournant historiographique, Conxita Mir Curcó porte l'étude des relations entre régime et société hors de la seule sphère du personnel politique, pour l'ouvrir à tous les domaines de la vie sociale, dans la lignée des travaux de Carme Molinero et Pere Ysas¹. Elle explore le traitement réservé aux délinquants et criminels de droit commun dans les campagnes de Lérida (Catalogne) et s'intéresse aux informateurs, exhumant délations, documents d'enquête, et déclarations faites lors des procès. L'examen des rapports fournis par les curés à la demande de la justice montre leur participation à la répression et leur positionnement généralement favorable aux élites locales, étayant la thèse de la guerre civile comme ultime épisode d'un conflit de classes exacerbé. Ce livre défriche deux fronts pionniers. En étendant l'étude de la répression politique à la justice ordinaire, Mir Curcó introduit la notion foucauldienne de « contrôle social »². Enfin, le régime n'apparaît plus comme un ensemble d'institutions incarnées par ses seuls cadres, qui exercent leur pouvoir sur une majorité silencieuse, mais comme un système de pouvoir s'enracinant dans la participation des individus. Inspirée notamment par les recherches conduites à l'Institut d'histoire du temps présent (IHTP) sur la collaboration, Mir Curcó renouvelle, dans une démarche comparatiste, la vaste question de la production d'un « consensus » favorable au régime. Répression et opposition fonctionnant ensemble, le pendant de ces travaux est le renouvellement des recherches sur l'opposition. Celles-ci se déplacent des organisations

partisanes vers la résistance (la guerrilla et ses *maquis*³), empruntant cette notion aux historiographies des autres pays européens⁴.

Cette démarche, très tributaire des archives judiciaires, qui puise une partie de son argumentation dans des comparaisons avec les autres dictatures européennes, tend virtuellement à lire toute l'histoire sociale de cette période sous l'angle de la répression et du contrôle social. On voit combien elle est porteuse d'une vision politique beaucoup plus radicale que celle des recherches des années 1980 et 1990, qui misaient sur l'établissement des faits et la quantification.

En 2002, un ouvrage collectif efficacement intitulé *Mourir, tuer, survivre* diffuse les résultats de ces études sur la répression auprès du grand public⁵. Francisco Espinosa Maestre y défend l'usage des mots « extermination » et « génocide » pour qualifier la répression franquiste qui obéirait à un plan d'extermination établi *a priori* visant les représentants de l'Espagne progressiste. Si la majorité des historiens espagnols se sont gardés de reprendre à leur compte cet usage du terme « génocide », celui-ci a rencontré un écho certain chez les historiens britanniques, notamment chez leur doyen, Paul Preston⁶ et la thèse d'une répression « extermination » a suscité l'adhésion de nombreux jeunes chercheurs. Le choix de ce terme a évidemment une finalité politique, voire polémique : dire que l'horreur franquiste est à la mesure des crimes nazis. On voit ici comment l'internationalisation de l'historiographie espagnole a pu s'inscrire dans la surpolitisation des débats. Les historiens hostiles au mouvement mémoriel et à l'historiographie philorépublicaine s'en sont emparés pour

(1) Conxita Mir Curcó, *Vivir es sobrevivir : orden y marginación en la Cataluña rural de posguerra*, Lérida, Milenio, 2000.

(2) Conxita Mir Curcó plaide en introduction pour une histoire des marges, comme celle qui existe en France, découlant des travaux de Michel Foucault. Voir *ibid.*, p. 14 ; *id.*, « Justicia civil y control moral de la población marginal en el franquismo de posguerra », *Historia social*, 37, 2000, p. 53-72.

(3) En espagnol, « *maquis* » désigne les maquisards.

(4) Secundino Serrano, *Maquis : historia de la guerrilla anti-franquista*, Madrid, Temas de hoy, 2001.

(5) J. Casanova Ruiz (dir.), *Mourir...*, *op. cit.*

(6) Paul Preston, *El Holocausto español : odio y exterminio en la guerra civil y después*, Barcelone, Debate, 2011.

attaquer les acquis de l'historiographie de la répression et remettre à l'ordre du jour la discussion sur l'équivalence des violences rouges et bleues, en termes qualitatifs cette fois¹. Dans ce contexte, les travaux de José Luis Ledesma sur la violence républicaine cherchent à objectiver cette question pour ne pas en laisser l'exclusivité à ceux qui en font un usage politique².

Consentement, résistance, zone grise

Le champ ouvert par ces travaux d'histoire sociale de la répression est aujourd'hui l'un des plus dynamiques de l'histoire contemporaine espagnole. L'*Alltagsgeschichte* et la micro-histoire, dont beaucoup de jeunes historiens espagnols se réclament, ont permis là comme ailleurs, de passer d'une analyse par groupe social constitué à une analyse à l'échelle individuelle. Mettant à profit les archives municipales et départementales de leur région et conduisant des entretiens, cette nouvelle génération de chercheurs documente l'histoire des Espagnols ordinaires sous le franquisme. Ils examinent ce que les individus qui participaient à l'exclusion de leurs voisins avaient à y gagner. Le débat, ici comme ailleurs, porte sur la motivation politique de ceux qui prennent part à la répression³. Sont-ils tenus par la peur ou

sont-ils des bourreaux volontaires⁴ ? En partant de méthodes éprouvées en d'autres lieux et en multipliant les comparaisons, ces travaux montrent combien en Espagne ces attitudes ont pu s'inscrire dans une histoire longue de conflits entre réseaux de parentèles, apportant en retour un éclairage espagnol à une historiographie internationale.

Ces travaux ont étendu l'histoire de la résistance hors du seul maquis. S'appuyant sur la lecture de James C. Scott, certains défendent la valeur politique d'actes de délinquance ordinaire, comme Ana Cabana pour la Galice ou Óscar Rodríguez Barreira pour l'Andalousie orientale⁵. Mercedes Yusta Rodrigo, marquée par les travaux français sur la résistance, et Jorge Marco explorent les liens qui unissent les maquis aux villages. Ces travaux mettent au jour le caractère genré des formes de résistance, exprimant la forte différenciation des fonctions des femmes et des hommes dans l'Espagne rurale d'alors. Ils contribuent aussi à éclairer la condition féminine sous le franquisme, régime extrêmement discriminatoire envers les femmes, après l'émancipation républicaine.

Les relations entre régime et société sont également étudiées sous l'angle des politiques symboliques conduites par le gouvernement. Les recherches sur la propagande et sur le rôle de l'Église dans la recatholisation introduisent la question de la production d'un « consensus »⁶. Elles mettent en œuvre une approche

(1) Julius Ruiz, « Historians and Repression during and after the Spanish Civil War », *Journal of Contemporary History*, 44 (3), juillet 2009, p. 449-472 ; *id.*, « Las metanarraciones del exterminio », *Revista de libros*, 172, 1^{er} avril 2011.

(2) José Luis Ledesma, *Los días de llamas de la revolución : violencia y política en la retaguardia republicana de Zaragoza durante la guerra civil*, Saragosse, Institución Fernando el Católico, 2003.

(3) Christopher Browning, *Ordinary Men : Reserve Police Battalion 101 and the Final Solution in Poland*, New York, Harper Collins, 1992, trad. fr., *id.*, *Des hommes ordinaires : le 101^e bataillon de réserve de la police allemande et la Solution finale en Pologne*, préf. de Pierre-Vidal Naquet, trad. de l'angl. par Élie Barnavi, Paris, Les Belles Lettres, 1994 ; Daniel J. Goldhagen, *Hitler's Willing Executioners : Ordinary Germans and the Holocaust*, New York, Alfred A. Knopf, 1996, trad. fr., *id.*, *Les Bourreaux volontaires de Hitler : les Allemands ordinaires et l'Holocauste*, trad. de l'angl. par Pierre Martin, Paris, Éd. du Seuil, 1997.

(4) Miguel Ángel del Arco Blanco, Carlos Fuertes Muñoz, Claudio Hernández Burgos et Jorge Marco (dir.), *No solo miedo : actitudes políticas y opinión popular bajo la dictadura franquista (1936-1977)*, Grenade, Comares, 2013.

(5) Óscar Rodríguez Barreira, *Migas con miedo : prácticas de resistencia en el primer franquismo, Almería, 1939-1952*, Almería, Universidad de Almería, 2008 ; Ana Cabana Iglesia, *Xente de orde : o consentimento cara ao franquismo en Galicia*, Santa Comba, tresCtres, 2009.

(6) Francisco Sevillano Calero, *Propaganda y medios de comunicación en el franquismo*, Alicante, Universidad de Alicante, 1998.

culturelle du politique, attentive à l'esthétique des cérémonies officielles, aux symboles et aux discours¹. Les historiens de la guerre civile et du franquisme suivent en cela un tournant déjà pris par les spécialistes du 19^e siècle, enrichi de la lecture des travaux d'Emilio Gentile, de George L. Mosse, de Ian Kershaw, de Geoff Eley, entre autres². Les politiques de l'histoire font partie de ces nouveaux objets de recherche. Sur ce terrain, les historiens rencontrent les politistes³ et viennent nourrir le débat public sur les questions mémorielles.

Les travaux sur les Espagnols ordinaires conduisent cependant à remplacer la notion de « consensus » par celle de « consentement »⁴, et à sortir le débat d'une alternative binaire. Ana Cabana propose ainsi de reconsidérer la majorité indécise comme une « zone grise », dont les positions varient fortement au cours du temps. Reprenant la nomenclature proposée par Philippe Burrin pour classer les formes de collaboration, elle contribue à intégrer l'histoire du franquisme dans l'historiographie des dictatures.

Les historiens de cette génération multiplient les comparaisons entre la dictature espagnole, l'Italie fasciste, l'Allemagne nazie et la France de Vichy, et considèrent de plus en plus l'Espagne des années 1930 dans le contexte européen, rompant avec la longue tradition intellectuelle de « l'exception espagnole ». Dans sa démarche et dans ses méthodes, cette

historiographie est à la fois plus intégrée à l'historiographie internationale et très en phase avec la demande sociale espagnole. Comme les militants du mouvement mémoriel, ces jeunes chercheurs collectent et exploitent des témoignages ; ils ont en effet vu dans les sources orales le moyen d'atteindre les motivations et l'expérience des uns et des autres⁵. Le retour à l'individu et au local, le choix des objets (les gens ordinaires, plutôt que les organisations et leurs leaders) permettent de produire un récit incarné, de rendre compte des expériences individuelles, de faire, en somme, ce que font au même moment les écrivains.

En ouvrant la question de la répression à celle du contrôle social, les historiens ont aussi étendu la période étudiée à toute la dictature, ne s'en tenant plus au seul moment de sa construction. Depuis les années 2000, l'essor des recherches sur les années 1960 et 1970, le « franquisme tardif » (« *tardofranquismo* »), contribue au renouvellement de l'histoire de la transition démocratique⁶. Le mouvement de construction de l'histoire du 20^e siècle espagnol, qui a commencé dans les années 1970 avec l'étude de la Seconde République, aborde depuis quinze ans celle de la transition. Longtemps perçue sous l'angle d'une histoire politique par le haut des négociations et des pactes passés entre les leaders des grands partis, celle-ci est aujourd'hui relue sous l'angle des mouvements sociaux qui s'enracinent au cours des années 1960⁷.

(1) Par exemple, Xosé Manoel Núñez Seixas, *¡Fuera el invasor! Nacionalismo y movilización en la guerra civil española (1936-39)*, Madrid, Marcial Pons, 2006 ; Zira Box Varela, *España año zero : la construcción simbólica del franquismo*, Madrid, Alianza, 2010.

(2) Voir, par exemple, le point historiographique sur la notion de « religion politique » par Zira Box, « La tesis de la religión política y sus críticos aproximación a un debate actual », *Ayer*, 62, 2006, p. 195-230.

(3) Paloma Aguilar Fernández, *Políticas de la memoria y memorias de la política*, Madrid, Alianza, 2008.

(4) Ana Cabana Iglesia, « De imposible consenso : actitudes de consentimiento hacia el franquismo en el mundo rural (1940-1960) », *Historia social*, 71, 2011, p. 89-106.

(5) Voir sur ce point le livre de Jordi Font i Agulló, *¡Arriba el campo! Primer franquismo i actituds polítiques en l'àmbit rural nord-català*, Gérone, Diputació de Girona, 2001. Avant celui-ci, un historien britannique avait tôt procédé à une histoire orale de la guerre civile : Ronald Fraser, *Blood of Spain*, Londres, Allen Lane, 1979 ; trad. esp., *id.*, *Recuérdalo tú y recuérdalo a otros*, trad. de l'angl. par Jordi Beltrán, Barcelone, Crítica, 1979.

(6) Nous renvoyons sur ce point à l'article de Sophie Baby dans ce numéro.

(7) Xavier Domènech Sampere, « El cambio político (1962-1976) : materiales para una perspectiva desde abajo », *Historia del presente*, 1, 2002, p. 46-67 ; Nicolás Sartorius et Alberto Sabio,

La réactivation des débats sur la nature du régime

L'opposition entre les deux courants historiographiques antagonistes décrits plus haut s'exprime de manière particulièrement nette dans deux débats symétriques. Il s'agit, d'une part, du débat sur la nature du franquisme, qui manifeste le refus par les historiens de gauche de l'euphémisation de sa violence et de l'oubli de sa proximité originelle avec le fascisme et, d'autre part, du débat sur les affrontements politiques dans les années 1930, qui exprime le refus, par l'autre camp, de toute idéalisation de la Seconde République et de la gauche des années 1930. Dans les deux cas, l'essentiel de la réflexion porte sur les « cultures politiques » et sur la violence, dans une comparaison des attitudes respectives de la gauche et de la droite à l'égard des valeurs démocratiques sous la République et des pratiques répressives pendant la guerre. Ces nouveaux objets témoignent de l'influence de l'histoire culturelle tant sur l'histoire politique que sur l'histoire sociale contemporaines.

Le retour des débats sur la nature du régime franquiste s'explique en partie par le maintien dans l'historiographie et les cercles philofranquistes de la référence à Linz et à sa conceptualisation du franquisme comme « régime autoritaire » aux virtualités réformistes. En effet, celle-ci contribue à la défense du régime, crédit du succès de la transition¹. C'est cette

définition de la dictature que retient, par exemple, la biographie controversée de Franco dans le *Diccionario biográfico español*². Elle conduit l'historiographie de gauche à rappeler les origines fascistes du régime, à inviter à ne pas en relativiser la dimension totalitaire et à faire en sorte, en somme, que l'histoire contribue à la condamnation d'un régime encore trop souvent exonéré de ses crimes³.

Le retour du débat sur la nature du régime procède aussi de l'évolution propre de l'histoire politique. Ismael Saz Campos ou Eduardo González Calleja cherchent ainsi à sortir du débat nominaliste imposé par les études de Linz⁴. Au cours des années 1980, même les chercheurs en désaccord avec lui sont restés enfermés dans une démarche taxinomique et typologique : ils proposaient des qualifications alternatives comme « despotisme moderne », « *caudillismo* », continuant de caractériser le franquisme par défaut, en fonction de l'idéal-type que le fascisme italien était supposé représenter. Contre cette approche, Ismael Saz Campos propose de penser le régime franquiste selon une démarche historique, à partir d'un concept dynamique : la fascisation (*fascitización*)⁵. Il s'agit de s'intéresser aux évolutions du régime en le comparant à chaque étape avec l'ensemble des expériences politiques contemporaines, sans partir d'une définition restrictive du fascisme. Ces propositions découlent du dialogue avec l'historiographie italienne qui rappelle que le fascisme ne s'est pas constitué selon un patron initial, mais dans une grande variété

El final de la dictadura : la conquista de la democracia, noviembre de 1974-junio de 1977, Madrid, Temas de hoy, 2007 ; Nigel Townson, *Spain Transformed, 1959-75*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2010 ; Pamela Beth Radcliff, *Making Democratic Citizens in Spain : Civil Society and the Popular Origins of the Transition, 1960-78*, Basingstoke, Palgrave MacMillan, 2011.

(1) Enrique Moradiellos García, « Revision historiocrítica y revisionismo político presentista : el caso español », in Josefina Cuesta Bustillo (dir.), *Memorias históricas de España (siglo XX)*, Madrid, Fundación Francisco-Largo-Caballero, 2007, p. 372-388 ; Vicenç Navarro, « La dictadura fue totalitaria, no solo autoritaria : clarificaciones a partir de la muerte de Juan Linz », *Diario público*, 14 octobre 2013.

(2) « Francisco Franco Bahamondes », *Diccionario biográfico español*, op. cit.

(3) J. Casanova Ruiz, « La sombra del franquismo... », op. cit., p. 1-28.

(4) Ismael Saz Campos, « El franquismo : ¿régimen autoritario o dictadura fascista », in Javier Tusell Gómez (dir.), *El régimen de Franco, 1936-1975 : política y relaciones exteriores*, Madrid, Universidad nacional de educación a distancia, 1993, vol. 1, p. 189-202.

(5) Ismael Saz Campos, *Fascismo y franquismo*, Valence, Universitat de València, 2004.

d'expériences historiques¹. Des études comparatives hispano-italiennes permettent de dégager la spécificité du fascisme espagnol : la survivance de formes traditionnelles de contrôle social (l'Église catholique, l'Armée) dans une société qui n'a pas connu la Première Guerre mondiale, et la mise en place d'un fascisme catholique, sans mouvement de masse, mais avec des éléments propres au fascisme, comme la dictature personnelle et la répression violente de l'opposition². Pour comprendre ce fascisme espagnol, on étudie sa genèse avant l'instauration du régime, au cours des années 1920 et 1930, où l'on observe le processus de fascisation de la droite, des éléments de continuité entre le régime de Miguel Primo de Rivera et le franquisme, et le développement d'une violence politique³. La réflexion sur les origines du régime, comme, avant elle, celle sur les causes de la guerre, déplace donc en amont, dans la période républicaine, la question de la violence politique⁴.

La violence politique sous la République

La violence politique sous la République constitue le deuxième grand débat politique et historiographique de ces dernières années. Il est au cœur des travaux de deux auteurs représentatifs de ce clivage : Rafael Cruz Martínez et Fernando del Rey Reguillo. Dans un ouvrage collectif, le second critique les *a priori*

politiques de l'historiographie « classique » de la République, qui la décrit comme une expérience de démocratisation sans équivalent en Europe⁵. Cette lecture s'accompagne, selon lui, d'une idéalisation de la gauche et d'un dénigrement de la Confédération espagnole des droites autonomes perçue comme une infiltration monarchique dans le système républicain, à des fins subversives. L'un des objectifs explicites de ce livre est de réhabiliter historiographiquement la droite parlementaire, peu étudiée, et son passage au pouvoir souvent décrit en négatif comme le moment d'une destruction des réformes du gouvernement Azaña⁶. Il s'agit aussi de relativiser, inversement, la loyauté de la gauche à l'égard de la République, en insistant sur le caractère révolutionnaire de son projet et sur la violence de son discours politique⁷. Pour del Rey la République s'arrête ainsi en 1936, sans doute parce que, au-delà de cette date, le déclenchement du processus révolutionnaire constitue une rupture avec ce qu'il conçoit comme un projet républicain authentique, contrairement à une chronologie qui revendique une durée correspondant à l'existence légale de la République (1931-1939)⁸. Sur le plan épistémologique, cette histoire critique de la République se situe dans une histoire politique et intellectuelle classique, qui puise ses références dans l'histoire critique de la Révolution française (François Furet) ainsi

(1) Ismael Saz, « El objeto cercano : la dictadura franquista en la historiografía italiana », *Ayer*, 31, 1998, p. 149-162.

(2) Emilio Gentile, Giuliana di Febo, Susana Seoane et Javier Tusell Gómez (dir.), *Fascismo y franquismo cara a cara : una perspectiva histórica*, Madrid, Biblioteca nueva, 2004.

(3) Eduardo González Calleja, « La dictadura de Primo de Rivera y el franquismo : ¿un modelo a imitar de dictadura liquidacionista? », in Carlos Navajos Zubeldía et Diego Iturriaga Barco (dir.), *Novísima : II Congreso internacional de Historia de nuestro tiempo*, Logroño, Universidad de la Rioja, 2010, p. 39-58.

(4) Sous le régime républicain, elle recouvre la question de l'ordre public. Voir François Godicheau, *La Guerre d'Espagne : République et révolution en Catalogne (1936-1939)*, Paris, Odile Jacob, 2004.

(5) Fernando del Rey Reguillo, « Políticas de exclusión durante la Segunda República : un enfoque a ras de suelo », in Manuel Álvarez Tardío et Fernando del Rey Reguillo, *El Laberinto republicano : la democracia española y sus enemigos (1931-1936)*, Barcelone, Red de bibliotecas universitarias, 2012, p. 307-334.

(6) Il en a proposé une étude critique : Fernando del Rey Reguillo, *Paisanos en lucha : exclusión política y violencia en la Segunda República española*, Madrid, Biblioteca nueva, 2008.

(7) Fernando del Rey Reguillo (dir.), *Palabras como puños : la intransigencia política en la Segunda República española*, Madrid, Ténos, 2011.

(8) Voir Juan Andrés et Blanco Rodríguez, « El registro historiográfico de la guerra civil, 1936-2004 », in Julio Aróstegui Sánchez et François Godicheau (dir.), *Guerra civil : mito y memoria*, Madrid, Marcial Pons, 2006, p. 373-406, p. 382.

que dans la réflexion sur les cultures politiques dans l'entre-deux-guerres (George L. Mosse, Mark Mazower). Celles-ci seraient à la fois faiblement démocratiques, comme en témoigne le choix de la voie insurrectionnelle en tant qu'alternative aux élections, et enclines à la violence. Cette position repose sur une critique de l'histoire sociale marxiste des années 1970 (Manuel Tuñón de Lara) et du tournant culturel qu'elle prend au cours des années 1990 chez les disciples de Manuel Pérez Ledesma, comme Rafael Cruz Martínez¹.

Les travaux de ce dernier proposent en effet une autre interprétation de la République. Venu de l'histoire des mouvements sociaux, Rafael Cruz étudie les politiques culturelles destinées à produire une identité politique républicaine en comparant notamment le cas de l'Espagne avec celui de la jeune République portugaise². À partir des travaux de Charles Tilly, il s'intéresse aussi aux mobilisations collectives dans leurs formes pratiques (rituels, mises en scène) et discursives. Appliquant ce modèle à l'étude des violences du printemps 1936, il remet en question le type d'interprétation qu'en donnent l'historiographie franquiste (la manifestation de l'incapacité de la République à faire régner l'ordre public) et les historiens proches de Fernando del Rey (la manifestation d'un moment de radicalisation généralisée de la vie politique et de banalisation de la violence dans les discours et dans la rue)³. Contestant l'étude purement textuelle des témoignages des contemporains, il propose d'étudier ces affrontements en observant les

« répertoires d'action collective » (meetings, défilés, bagarres), sur lesquels ils se sont greffés. Il met ainsi en évidence les éléments nouveaux d'irruption de la violence, comme l'usage des armes à feu (« *pistolerismo* »). Il établit une distinction entre deux types de violences, selon lui abusivement mises en équivalence, celle qui résulte des dérapages du mouvement social et la violence ciblée contre des autorités, exercée notamment par la Phalange pour créer un climat propice au coup d'État. Enfin, il montre que le gouvernement du Front populaire n'a pas été débordé par un mouvement social qu'il a largement réprimé. Son renversement par l'armée témoigne au contraire de sa force qui, dans un contexte de concurrence politique extrême, impose l'intervention militaire comme voie d'accès alternative au pouvoir. Ces ouvrages, novateurs sur un plan méthodologique, prolongent une discussion ancienne sur la radicalisation politique, avec l'intention explicite d'en comparer les formes, la chronologie et l'intensité différentielles selon le camp étudié, avec un rapport d'identification de l'historien à son objet.

Les historiens ont souvent rappelé que l'historiographie de la guerre civile espagnole reproduisait d'une certaine manière les divisions de la guerre elle-même. La virulence des débats historiographiques en Espagne et la place qu'ils occupent dans le débat public depuis la fin des années 1990 suggèrent que ce constat peut s'appliquer à l'ensemble de la période qui va de la Seconde République à la transition démocratique (1931-1982). Les discussions portent, pour l'essentiel, toujours sur les mêmes questions : la violence sous la République, la répression pendant la guerre et la dictature, la nature du régime et les conditions de la démocratisation. Les termes de ces débats ont été formulés depuis longtemps, certaines analyses remontant aux années 1960 avec l'émergence

(1) Manuel Pérez Ledesma et Rafael Cruz Martínez (dir.), *Cultura y movilización en la España contemporánea*, Madrid, Alianza, 1997 ; Chris Ealham et Michael Richards (dir.), *The Splintering of Spain : Cultural History and the Spanish Civil War, 1936-1939*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005.

(2) Rafael Cruz Martínez, *En el nombre del pueblo : república, rebelión y guerra en la España de 1936*, Madrid, Siglo XXI, 2006.

(3) Rafael Cruz Martínez, « El repertorio frenético, la ocupación de la calle en la primavera de 1936 », *Historia y política : ideas, procesos y movimientos sociales*, 16, 2006, p. 11-32.

d'une véritable histoire de la guerre civile, d'autres à la guerre elle-même. Sont nouveaux, en revanche, le durcissement des clivages historiographiques et le ton polémique des débats. Ils témoignent de l'existence en Espagne d'une mémoire profondément divisée de l'histoire récente. Les guerres, quand elles sont civiles, compliquent en effet la production d'une histoire nationale pacifiée et unifiée. Dans le cas de l'Espagne, la mythification du conflit par la dictature en a accentué les effets. Le franquisme n'a pas seulement, comme d'autres dictatures, inscrit son avènement dans une histoire nationale glorieuse et conforme à son idéologie, il a aussi, du fait des circonstances particulières de son arrivée au pouvoir, fondé sa légitimité sur une histoire orientée de la guerre. Celle-ci a entretenu la stigmatisation des vaincus, donc les divisions de la guerre. Enfin, les conditions d'établissement de la démocratie, à partir du cadre institutionnel de la dictature et sans sa condamnation explicite, ont permis la survivance d'une histoire et d'une mémoire franquistes.

Depuis la fin des années 1960, les historiens espagnols se sont employés à lui opposer une histoire authentiquement scientifique. L'affaiblissement de l'histoire comme discipline et de l'histoire contemporaine comme domaine d'étude sous la dictature font d'elle une histoire jeune, qui a dû s'inventer, dans une rencontre avec des archives à peine ouvertes et dans un contexte de démocratisation politique qui lui donnait une dimension militante. Les historiens se sont ainsi trouvés placés dans la nécessité de contredire les mystifications du récit franquiste, et de se réapproprier et de recifier les interprétations produites par l'hispanisme étranger, qui avait pu avant eux s'intéresser à cette histoire. Ils sont occupés de longue date par deux questions : celle des causes de la guerre qui a tant marqué le 20^e siècle espagnol et celle de la longévité de la dictature et

de l'incapacité de ses opposants à la renverser. Ces questions ont longtemps convaincu les Espagnols que leur histoire était singulière, interprétation qui s'inscrit dans une très longue tradition historiographique, ainsi que dans l'expérience et le discours de la dictature. Le retour de l'Espagne dans le concert des nations démocratiques a aussi des conséquences sur l'écriture de l'histoire. Les échanges avec les historiens européens et la comparaison avec l'histoire des dictatures du 20^e siècle ont permis de relativiser cette singularité, de comprendre l'histoire espagnole dans une histoire plus vaste, partagée et, en retour, de compléter l'histoire de l'Europe en y intégrant l'Espagne. Cependant, cette évolution n'a pas mis fin aux controverses historiographiques contemporaines. Au contraire, le recours à la comparaison a permis de les nourrir à nouveaux frais. Aujourd'hui, l'exacerbation des débats accompagne le retour critique sur les modalités de la transition démocratique, reflétant, plus profondément, le maintien d'un usage très politique de l'histoire, hérité de l'expérience de la guerre civile et du franquisme, dans un pays qui n'a pas complètement refermé ses blessures¹.

*Élodie Richard,
Centre de recherches historiques (CRH),
CNRS, 75013, Paris, France.*

*Charlotte Vorms,
Université Paris-I, Centre d'histoire sociale
du 20^e siècle (CHS), CNRS, 75004,
Paris, France.*

Élodie Richard est chargée de recherche au CNRS, au Centre de recherches historiques de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS). Ses travaux portent sur l'histoire du droit et des sciences sociales en Espagne au 19^e siècle. Elle

(1) Nous remercions José Luis Ledesma et Bernard Vincent pour leurs suggestions et commentaires à la relecture de ce texte.

a récemment dirigé, avec Federica Morelli et Geneviève Verdo, l'ouvrage *Nápoles en América : ilustración y cultura jurídica en el mundo hispánico, siglos XVIII y XIX* (L'IFEA/ La Carreta, 2012). (elodie.richard@ehess.fr)

Maître de conférences à l'Université Paris-I et membre du Centre d'histoire sociale du 20^e siècle, **Charlotte Vorms**

enseigne l'histoire des sociétés urbaines et l'histoire de l'Espagne. Elle a notamment publié *Bâisseurs de banlieue. Madrid : le quartier de la Prosperidad (1860-1936)* (Créaphis, 2012), et codirigé, avec Laurent Coudroy de Lille et Céline Vaz, *L'Urbanisme espagnol depuis les années 1970 : la ville, la démocratie et le marché* (Presses universitaires de Rennes, 2013). (charlotte.vorms@univ-paris1.fr)